

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

C.N.452.1995.TREATIES-4 (Notification dépositaire)

ACCORD EUROPEEN SUR LES GRANDES ROUTES DE TRAFIC INTERNATIONAL (AGR)
CONCLU A GENEVE LE 15 NOVEMBRE 1975

PROPOSITION D'AMENDEMENTS A L'ANNEXE I

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Lors de sa quatre-vingt-neuvième session tenue à Genève du 30 octobre au 1er novembre 1995, le Groupe de travail principal des transports routiers du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe a examiné conformément au deuxième paragraphe de l'article 8 de l'Accord susmentionné, des amendements aux notes explicatives à l'annexe I dudit Accord élaborés par la réunion spéciale sur l'application de l'AGR à sa quatorzième session (à laquelle ont participé la Croatie, le Danemark, la Finlande, l'Italie, la Pologne, le Portugal, la Fédération de Russie, la Roumanie et la Suède) et des amendements à l'annexe I proposés par le Gouvernement allemand en accord avec le Gouvernement autrichien.

Les amendements proposés ont été adoptés à l'unanimité des membres présents et votants, qui comprenaient la majorité des Parties contractantes présentes et votantes, ainsi qu'il ressort du rapport du Groupe de travail principal des transports routiers (doc. TRANS/SC.1/357 du 7 novembre 1995).

A cet égard, le Secrétaire général désire rappeler les paragraphes 1 à 5 de l'article 8, qui stipulent :

"1. L'annexe I au présent Accord pourra être amendée par la procédure définie dans le présent article.

2. Sur la demande d'une partie contractante, tout amendement proposé par cette Partie à l'annexe I au présent Accord sera examiné par le Groupe de travail des transports routiers de la Commission économique pour l'Europe (CEE).

3. S'il est adopté par la majorité des membres présents et votants, et si cette majorité comprend la majorité des Parties contractantes présentes et votantes, l'amendement sera communiqué par le Secrétaire général aux administrations compétentes des Parties contractantes directement intéressées. Sont considérées comme Parties contractantes directement intéressées :

a) dans le cas de l'insertion d'une nouvelle route internationale A, ou de la modification d'une route internationale A existante, toute Partie contractante dont le territoire est emprunté par la route en question;

b) dans le cas de l'insertion d'une nouvelle route internationale B, ou de la modification d'une route internationale B existante, toute Partie contractante limitrophe du pays demandeur et dont le territoire est emprunté par la (ou les) route(s) internationale(s) A à laquelle (auxquelles) la route internationale B, nouvelle

A l'attention des services des traités des ministères des affaires étrangères et des organisations internationales intéressées



-2-

ou à modifier, est reliée. Seront également considérées comme limitrophes au sens du présent paragraphe deux Parties contractantes sur le territoire desquelles se trouvent les points terminaux d'une liaison maritime prévue par le tracé de la (ou des) route(s) internationale(s) A spécifiée(s) ci-dessus.

4. Toute proposition d'amendement qui aura été communiquée conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article sera acceptée si, dans le délai de six mois suivant la date de cette communication, aucune des administrations compétentes des Parties contractantes directement intéressées ne notifie au Secrétaire général son objection à l'amendement. Si l'administration d'une Partie contractante déclare que son droit national l'oblige à subordonner son accord à l'obtention d'une autorisation spéciale ou à l'approbation d'un organe législatif, le consentement de cette administration à la modification de l'annexe I au présent Accord ne sera considéré comme donné, et la proposition d'amendement ne sera acceptée qu'au moment où ladite administration aura notifié au Secrétaire général que l'autorisation ou l'approbation requises ont été obtenues. Si cette notification n'est pas faite dans le délai de dix-huit mois suivant la date à laquelle la proposition d'amendement a été communiquée à ladite administration, ou si, dans le délai de six mois spécifié ci-dessus, l'administration compétente d'une Partie contractante directement intéressée formule une objection contre l'amendement proposé, cet amendement ne sera pas accepté.

5. Tout amendement accepté sera communiqué par le Secrétaire général à toutes les Parties contractantes et entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes trois mois après la date de cette communication."

En application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 8, on trouvera ci-joint, à l'intention des administrations compétentes, le texte, en langues anglaise, française et russe, de ces projets d'amendements (doc. TRANS/SC.1/357 du 7 novembre 1995).

A cet égard, il y a lieu de rappeler le paragraphe 12 du document TRANS/SC1/324 concernant la procédure définie dans le paragraphe 3 de l'article 8 de l'Accord, lequel paragraphe stipule :

"12. Au sujet de cette procédure le Groupe de travail a estimé que pour la rendre plus simple, les projets de modifications adoptés devraient être communiqués à toutes les Parties contractantes et non pas seulement aux 'Parties contractantes directement intéressées' comme le prévoit l'Accord, étant entendu que pour l'acceptation des modifications, les dispositions du paragraphe 4 de l'article 8 seraient pleinement appliquées."

Conformément au paragraphe 4 de l'article 8 susvisé, l'amendement proposé sera réputé accepté si, dans le délai de six mois suivant la date de la présente notification, aucune des administrations compétentes des Parties contractantes directement intéressées ne notifie au Secrétaire général d'objection à leur égard.

Le 8 janvier 1996

SJ



**Economic and Social
Council**

Distr.
RESTRICTED

TRANS/SC.1/357
7 November 1995

ORIGINAL : ENGLISH

ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE

INLAND TRANSPORT COMMITTEE

Principal Working Party on Road Transport

**REPORT OF THE PRINCIPAL WORKING PARTY ON ITS EIGHTY-NINTH SESSION
(30 October - 1 November 1995)**

CONTENTS

	<u>Paragraphs</u>
Attendance	1
Introductory statement	2
Adoption of the agenda	3
Activities of ECE bodies and other international organizations of interest to the Principal Working Party	4-8
(a) Economic Commission for Europe	4
(b) Inland Transport Committee and its subsidiary bodies	5 and 6
(c) Other international organizations	7 and 8
Road transport infrastructure	9-24
(a) European Agreement on Main International Traffic Arteries (AGR)	9-21
(b) Trans-European North-South Motorway (TEM) Project ...	22-24

The distribution of documents of the Inland Transport Committee and its subsidiary bodies is limited. They are distributed only to governments, to specialized agencies and to governmental and non-governmental organizations which take part in the work of the Committee and of its subsidiary bodies, and should not be given to newspapers or periodicals.

CONTENTS (continued)

Paragraphs

Harmonization of requirements concerning international road transport and facilitation of its operation	25-39
(a) Implementation of the AETR Agreement	25
(b) Weights and dimensions of road vehicles	26
(c) Consideration of the content of and the status of reservations to the Consolidated Resolution on the Facilitation of Road Transport (R.E.4)	27-29
(d) Consideration of possibilities for agreements and other measures on border crossings and border facilities between eastern and western Europe	30-32
(e) Revision of the Convention on the Contract for the International Carriage of Passengers and Luggage by Road (CVR)	33-36
(f) Review of the situation and questions concerning facilitation of international road transport	37-39
(i) International Motor Insurance Card (Green Card). .	37 and 38
(ii) Accession to and implementation of UN/ECE international legal instruments in the field of road transport	39
Road transport safety	40-42
Assistance to countries in transition	43 and 44
Programme of work of the Principal Working Party and its subsidiary bodies	45
Election of officers for the next session	46
Other business	47-49
Adoption of the report	50

* * *

ANNEXES

- Annex 1 Draft amendments to Annex I to the European Agreement on Main International Traffic Arteries (AGR), adopted by the Principal Working Party
- Annex 2 Summary of the report of the Council of Bureaux
- Annex 3 Draft programme of work for 1996-2000 and tentative list of meetings for 1996

REPORT

ATTENDANCE

1. The Principal Working Party on Road Transport held its eighty-ninth session from 30 October to 1 November 1995 under the chairmanship of Mr. S. Schimming (Germany). Representatives of the following member States participated: Austria; Bulgaria; Croatia; Czech Republic; Finland; France; Germany; Greece; Italy; Netherlands; Norway; Romania; Russian Federation; Slovakia; Spain; Switzerland; Turkey. The following intergovernmental organizations were represented: European Conference of Ministers of Transport (ECMT); International Road Traffic Organization (IRTO). The following non-governmental organizations were also represented: International Road Transport Union (IRU); International Touring Alliance/International Automobile Federation (AIT/FIA); Council of Bureaux.

INTRODUCTORY STATEMENT

2. Addressing the session, the Director of the Transport Division stressed the need for increased cooperation aimed at furthering facilitation of international road transport while improving its safety and environmental performance in Europe in order to cope in an appropriate manner with the growing demand for such transport particularly in the east-west direction. He underlined the importance of the legal instruments developed in the framework of the Principal Working Party, invited the Principal Working Party to keep them updated in line with the decisions taken by the Inland Transport Committee in January 1995 and reported on the contribution of the secretariat to the implementation of such decisions.

ADOPTION OF THE AGENDA

3. The provisional agenda (TRANS/SC.1/356) was adopted.

ACTIVITIES OF ECE BODIES AND OTHER INTERNATIONAL ORGANIZATIONS OF INTEREST OF THE PRINCIPAL WORKING PARTY

(a) Economic Commission for Europe

4. The Principal Working Party was informed about the results of the fiftieth session of the Economic Commission for Europe (3-11 April 1995), particularly regarding Decision H (50) on cooperation in the field of transport.

(b) Inland Transport Committee and its subsidiary bodies

Documentation: ECE/TRANS/111.

5. The Principal Working Party was informed about the decisions taken by the Inland Transport Committee at its fifty-seventh session as they relate to the Principal Working Party's work (ECE/TRANS/111, paras. 15, 16, 23, 47-62).

6. It also took note of the recent work related to road transport infrastructure and operation carried out by the Working Parties on Transport Trends and Economics (WP.5) and on Customs Questions affecting Transport (WP.30).

(c) Other international organizations

7. The representatives of the European Conference of Ministers of Transport (ECMT) and the International Road Transport Union (IRU) informed the Principal Working Party about the recent work carried out by their organizations in the field of international road transport.

8. The Principal Working Party took note of the report by the representative of IRU regarding the difficulties in the TIR customs transit system and his call for supporting the measures taken by IRU in this matter. It also noted his remarks about the different treatment of national and foreign drivers involved in legal processes and invited IRU to submit a document on this subject.

ROAD TRANSPORT INFRASTRUCTURE

(a) European Agreement on Main International Traffic Arteries (AGR)

Documentation: TRANS/R.401 and Add.1; TRANS/SC.1/R.265 and Add.1; TRANS/SC.1/R.267; TRANS/SC.1/AC.5/28; TRANS/SC.1/AC.5/R.23; Informal document No. 4 (note by the secretariat concerning the preparatory work on the possible extension of the E road network to Caucasian and central Asian countries).

9. The Principal Working Party was informed that, in the period between its previous and present sessions, Georgia and Kazakhstan had become Contracting Parties to the AGR Agreement and that the amendments to Annexes I and II to AGR adopted by the Principal Working Party at its eighty-eighth session (TRANS/SC.1/355, Annex 1) had been accepted on 14 September 1995 and would enter into force on 14 December 1995.

10. The Principal Working Party took note of the preparatory work being carried out, by the Governments concerned and the secretariat, regarding the possible extension of the E road network to Caucasian and central Asian countries and, in particular, of the consideration of the subject during the seminar on ECE work in the field of transport including legal instruments held in Geneva on 26 September 1995 (informal document No. 4). The representative of Turkey stated that the maps included in informal document No. 4 did not reflect all possible international road connections in the region under consideration. For the final establishment of the international road network, all countries concerned should be consulted and the results of various studies on this subject already carried out should be taken into account.

11. The Working Party decided:

- (i) To invite Governments of States in those regions, which have not yet done so, to consider the possibility of acceding to the AGR Agreement making full use of the knowledge and expertise of ECE regional advisers;
- (ii) To request the secretariat to continue its consultation with countries concerned aimed at the final identification of roads, important for international traffic, to be possibly included in the E road network.

12. The Principal Working Party stressed the importance of the direct consultation with new ECE member States on various problems that arise from their participation in ECE work, being carried out by regional advisers. It invited the Inland Transport Committee to support this activity by relevant decisions including the encouragement of the Commission to provide necessary financial means allowing regional advisers to continue their valuable work.

13. The Principal Working Party noted that there had been no progress in reaching agreements upon the inclusion of certain roads in Eastern Europe in the E road network, the decision on which having been postponed at its last session (TRANS/SC.1/355, para. 9 (a)), and requested the Governments of Belarus, Latvia, Lithuania, Poland and the Russian Federation to consult the proposed amendments on a bilateral or, if possible, multilateral basis and to transmit to the secretariat information about any new developments in this matter and/or the modified proposals, if any. It was decided to remove this item from the agenda if relevant information would not be made available.

14. In accordance with the provision of article 8 of the Agreement, the Principal Working Party unanimously adopted the amendment to Annex I to the Agreement (Explanatory notes) proposed by the fourteenth session of the ad hoc Meeting on Implementation of AGR in which the following Contracting Parties to the Agreement had participated: Croatia, Denmark, Finland, Italy, Poland, Portugal, Romania, Russian Federation and Sweden (TRANS/SC.1/AC.28, para. 7). The text of the proposed amendment appears in annex 1 to this report. The Principal Working Party felt, however, that the further extension of the E road network might cause new numbering problems. Therefore the problems of numbering and classifying E roads should, if necessary, be examined again in the future.

15. Taking into account proposals made by the ad hoc Meeting (TRANS/SC.1/AC.5/28, paras. 8 and 9), the Principal Working Party recommended Contracting Parties to AGR that:

- (i) Wherever practicable, the extension of the existing east-west oriented roads should be considered rather than the introduction of roads with new numbers, in order to avoid difficulties in the numbering of east-west oriented E roads that might arise from the eastward extension of the E road network;

(ii) They should seek to ensure, wherever practicable, that new links they propose provide continuity for international traffic and connect into the existing E road network. To achieve this, they should consult and cooperate with neighbouring countries as appropriate.

16. In accordance with the decision of the Inland Transport Committee taken at its fifty-seventh session concerning the specific follow-up proposals to the Second Pan-European Transport Conference contained in documents TRANS/R.401 and Add.1 (ECE/TRANS/111, para. 16), the Principal Working Party considered the possible modification of the AGR provisions concerning frontier posts (Annex II to AGR, para. IV. 7.4), taking into account views and proposals of the ad hoc Meeting on Implementation of AGR (TRANS/SC.1/AC.5/28, paras. 12 and 13). It felt that, taking into account the current financial difficulties faced by the United Nations, it would be more appropriate to request the ad hoc Meeting to consider in detail the possible development of more strict requirements on frontier posts in the AGR rather than the establishment of a new informal group for this particular tasks.

17. The Principal Working Party took note of the synthesis of the inventory of main standards and parameters of the E road network prepared by the secretariat on the basis of data received from Governments (TRANS/SC.1/R.265 and Add.1). It agreed upon the proposals made by the ad hoc Meeting to possibly extend the inventory in the future by the analysis of level of service, on the basis of the comparison of the geometric characteristics of E roads with traffic volumes, utilizing data obtained during the 1995 Census of Motor Traffic on E roads. It was also agreed that the results of the inventory should be considered in detail by the ad hoc Meeting with a view to preparing conclusions concerning a follow-up.

18. To this end the Principal Working Party decided to convene the ad hoc Meeting in 1996 in order to consider subjects referred to in paragraphs 16 and 17 above and any new amendments to AGR which might be submitted to the secretariat in the meantime.

19. The Principal Working Party invited Governments, which have not yet do so, to transmit to the secretariat as soon as possible data on main standards and parameters of E roads on their territories to be included in the synthesis of the inventory of E roads.

20. The Principal Working Party also considered the comments made by the Government of Austria concerning the itinerary of road E 60 between Wörgl and Salzburg on the territories of Austria and Germany (TRANS/SC.1/R.267). The representative of Germany informed the Principal Working Party that his Government proposed that this particular stretch of road E 60 should be defined as: Wörgl - Rosenheim - Salzburg (as proposed by Austria) and that the section Wörgl - St. Johann i.T. - Lofer - Salzburg be included in the E road network as a class-B E road. The representative of Austria said that his Government agreed upon this proposal.

21. In accordance with the provisions of article 8 of the Agreement, the Principal Working Party unanimously adopted the amendments to Annex I to the Agreement mentioned in paragraph 20 above. The text of the proposed amendments appears in annex 1 to this report.

(b) Trans-European North-South Motorway (TEM) Project

Documentation: TRANS/SC.1/R.266.

22. In introducing the progress report, the increasing membership, the project status and the main activities, including the cooperation inter alia with OECD, the United States Federal Highway Administration and the European Union, were mentioned. It was explained that the project had incorporated newly independent countries. Lately, requests had been made to extend the network towards some other members of the Commonwealth of Independent States as well as the Caucasian countries.

23. The representatives of the TEM member countries present expressed the effectiveness of cooperating under the project and reported on TEM developments in each country. The wish was stated that this cooperation under TEM should continue with ECE as Executing Agency in the next phase of project implementation.

24. As a result of the ensuing discussion, the Principal Working Party noted the progress made in the project and expressed the wish to continue to be informed of developments.

HARMONIZATION OF REQUIREMENTS CONCERNING INTERNATIONAL ROAD TRANSPORT AND ITS OPERATION

(a) Implementation of the AETR Agreement

Documentation: E/ECE/811 - E/ECE/TRANS/564/Amend.3.

25. The Principal Working Party took note of the following information on the status of the AETR Agreement provided by the secretariat:

(a) Amendments to AETR proposed by the Government of Norway and adopted by the Inland Transport Committee on its fifty-fifth session entered into force on 28 February 1995; the text of these amendments is reproduced in document E/ECE/811-E/ECE/TRANS/564/Amend.3;

(b) In addition to those states mentioned in Annex - Appendix 2 to the amended text of AETR, the following States became Contracting Parties to the Agreement

Bulgaria on 12 May 1995
Kazakhstan on 17 July 1995.

In accordance with the amended numbering rules set out in Annex - Appendix 2 to AETR, the above-mentioned new Contracting Parties received the distinguishing numbers 34 and 35 respectively.

(b) Weights and dimensions of road vehicles

Documentation: TRANS/SC.1/R.186/Rev.1 and Amends. 1 to 5.

26. The Principal Working Party took note of information contained in the above-mentioned documents and of information provided during the session concerning the modifications of the rules governing weights and dimensions of road vehicles in the Netherlands and the United Kingdom and also additional information concerning the rules in force in Romania including tariffs for vehicles registered in other States and performing international road transport through the Romanian territory.

(c) Consideration of the content of and the status of reservations to the Consolidated Resolution on the Facilitation of Road Transport (R.E.4)

Documentation: TRANS/SC.1/319 and Amends. 1 to 4; TRANS/SC.1/323 and Amends. 1 to 3; TRANS/R.401 and Add.1.

27. The Principal Working Party noted that no reservation to the Consolidated Resolution R.E.4 had been withdrawn in the period between its previous and present sessions.

28. In accordance with the decision of the Inland Transport Committee, taken at its fifty-seventh session concerning the proposals for follow-up to the Second Pan-European Transport Conference contained in document TRANS/R.401 and Add.1 (ECE/TRANS/111, para. 16), the Principal Working Party considered the review of the Consolidated Resolution R.E.4 in the light of the new Pan-European transport context with a view to its updating and, possibly, its development into a legal instrument. It recognized that a legally binding instrument on the facilitation of international road transport was needed. However, it felt that, due to the circumstances of the existence of many reservations to the Consolidated Resolution R.E.4, it would be rather difficult to reach agreement upon legally binding provisions in this field.

29. The Principal Working Party invited Governments to continue to consider withdrawing reservations to Consolidated Resolution R.E.4 and decided to maintain this item in the agenda for its next session.

(d) Consideration of possibilities for agreements and other measures on border crossings and border facilities for road transport between Eastern and Western Europe

Documentation: TRANS/SC.1/R.261 and Add.1 and 2; TRANS/SC.1/R.264; and Informal document No. 1 (Statistical data on waiting time at frontier posts, transmitted by IRU).

30. The Principal Working Party took note of information on the recent situation in international road transport between Eastern and Western Europe contained in the above-mentioned documents and provided during the session. It noted that no major improvement had been reached in this respect and that

considerable hindrances to the operation of international road transport between Eastern and Western Europe still existed, including those that arise from the procedure for obtaining visas for international drivers.

31. It requested Governments and international organizations concerned to transmit to the secretariat information about measures aimed at facilitating the operation of international road transport already applied, or to be applied, and decided to consider such information at its next session.

32. The Principal Working Party welcomed the decision of the Working Party on Customs Questions affecting Transport (WP.30) taken at its eighty-third session to consider the possible facilitation of visa issuing at its next sessions. It asked the Working Party WP.30 to take into account, inter alia, the proposals made by IRU concerning this subject (TRANS/SC.1/R.264).

(e) Revision of the Convention on the Contract for the International Carriage of Passengers and Luggage by Road (CVR)

Documentation: ECE/TRANS/2; TRANS/SC.1/R.269.

33. The Principal Working Party noted that, in accordance with article 34 of the CVR Convention, this Convention could be amended or revised three years after it entered into force, i.e. not earlier than after 12 April 1997, and for this purpose a conference should be convened by the Secretary-General at the request of a Contracting Party to the Convention.

34. The representative of IRU introduced document TRANS/SC.1/R.269 which had been prepared by his organization, containing draft amendments to the CVR Convention accompanied by the background information and the justification of the need for revising the Convention. He advocated Governments, which have not yet done so, to consider the possibility of acceding to the CVR Convention.

35. The Working Party:

- (i) Expressed its gratitude to IRU for preparing the above-mentioned document;
- (ii) Invited its members to consider in detail, in consultation with the competent bodies in their countries, document TRANS/SC.1/R.269 and to transmit to the secretariat not later than 1 April 1996 their comments on the proposed amendment contained therein and any other comments and/or proposals for amending the Convention that they recognized as appropriate;
- (iii) Requested the secretariat to set up until 15 July 1996 a document comprising all comments and proposals received from Governments, to be considered by the Principal Working Party at its next session;

- (iv) Requested the secretariat to consider the questions of the legal possibilities to amend the Convention in accordance with article 34 and the rules for the adoption of amendments at the conference referred to in this article;
- (v) Invited Contracting Parties to the Convention and other ECE Governments which would accede to the Convention before 1 May 1997 to inform the Principal Working Party about their readiness for the initiation of the amending procedure described in article 34 of the Convention.

36. The Principal Working Party drew the Inland Transport Committee's attention to the various aspects of the revision of the CVR Convention described above and asked the Committee to take a decision on this matter.

(f) Review of the situation and questions concerning facilitation of international road transport

(i) International Motor Insurance System (Green Card)

Documentation: TRANS/SC.1/R.270 and informal documents No. 2 and 3 transmitted by the Council of Bureaux.

37. The Principal Working Party took note of the chart of the Inter-Bureaux Agreements (TRANS/SC.1/R.270) and the report of the Council of Bureaux, a summary of which is contained in annex 2 to this report. It also encouraged Governments, which have not yet done so, to take the necessary legal and administrative measures so that their countries might meet the requirements for the inclusion in the Green Card system.

38. The Principal Working Party adopted the draft amendments to the Green Card, a pattern of which is included in the Consolidated Resolution R.E.4 (Annex 2, Appendix 1), proposed by the Council of Bureaux (informal document No. 2).

(ii) Accession to and implementation of UN/ECE international legal instruments on road transport

Documentation: TRANS/R.392.

39. The Principal Working Party was informed about the present status of the accession to UN/ECE international legal instruments on road transport.

ROAD TRANSPORT SAFETY

Documentation: TRANS/SC.1/WP.1/48, TRANS/SC.1/WP.1/50.

40. The Principal Working Party took note of the summary of the activities of the Working Party on Road Traffic Safety provided by the secretariat, endorsed the reports of the Working Party on its twenty-fourth and twenty-fifth

sessions (TRANS/SC.1/WP.1/48 and TRANS/SC.1/WP.1/50 respectively) and adopted draft amendments to the Consolidated Resolution on Road Traffic (R.E.1) (TRANS/SC.1/WP.1/50, annex).

41. The Principal Working Party shared the opinion of the ad hoc Meeting on Implementation of the AGR, expressed at its fourteenth session, that the Working Party WP.1 should possibly pay more attention to infrastructural factors of road traffic safety (TRANS/SC.1/AC.5/28, para.16). It invited the Working Party WP.1 to consider the possibility of studying the influence of infrastructure standards and parameters on road traffic safety and of submitting to the next session of the Principal Working Party a proposal for inclusion of the relevant items in the programme of work.

42. The usefulness of seminars on various aspects of road safety organized so far by the Working Party WP.1 was stressed during the discussion. The Principal Working Party invited the Working Party to continue this form of its activity in the future.

ASSISTANCE TO COUNTRIES IN TRANSITION

43. The Principal Working Party noted that there had been no specific requests from countries in transition addressed to this body for assisting in problems related to road transport issues. Recalling the Commission's decision H (50) the Principal Working Party invited:

- (i) Governments of countries in transition to submit to the Principal Working Party their respective proposals and their assessment of priorities in this matter;
- (ii) Other member Governments and international organizations concerned to inform the Principal Working Party about their possibilities of offering assistance to countries in transition.

44. The Principal Working Party took note of information provided by the representative of IRU about the 3rd IRU/SA East-West Road Haulage Conference on "International Logistics for Road Haulage in Central and Eastern Europe" to be held in Stockholm on 22 and 23 February 1996.

PROGRAMME OF WORK OF THE PRINCIPAL WORKING PARTY AND ITS SUBSIDIARY BODIES

Documentation: TRANS/SC.1/R.268.

45. The Principal Working Party adopted a draft programme of work (TRANS/SC.1/R.268) with certain modifications. The programme of work, as modified, is contained in annex 3 to this report.

ELECTION OF OFFICERS FOR THE NEXT SESSION

46. The Principal Working Party re-elected Mr. S. Schimming (Germany) Chairman and Mr. J. Alaluusua (Finland) Vice-Chairman of its ninetieth session.

OTHER BUSINESS

47. The Principal Working Party invited its members to provide the secretariat with documents and/or information, to be submitted to its next session, except those concerning the CVR Convention (para. 35 above), as soon as possible but not later than 15 July 1996.

48. Referring to the report of the Working Party on Road Traffic Safety on its fifty-fifth session (TRANS/SC.1/WP.1/50, para. 19), the representative of Italy informed the Principal Working Party that his delegation intended to prepare a document reflecting its position concerning the use of an advance warning triangle to be submitted to the Working Party on Road Traffic Safety.

49. The Principal Working Party decided that no restriction should be placed on the circulation of documents issued for the current session.

ADOPTION OF THE REPORT

50. The Principal Working Party adopted the report on its eighty-ninth session.

Annex 1

DRAFT AMENDMENTS TO ANNEX I TO THE EUROPEAN AGREEMENT
ON MAIN INTERNATIONAL TRAFFIC ARTERIES (AGR) ADOPTED
BY THE PRINCIPAL WORKING PARTY

- A. AMENDMENT ELABORATED BY THE AD HOC MEETING ON IMPLEMENTATION OF AGR AT ITS FOURTEENTH SESSION
 - 1. Add the following new paragraph (3) to the explanatory notes in Annex I:
"(3) North-south oriented class-A roads located eastward from road E 99 have three-digit odd numbers from 101 to 129. Other rules mentioned in paragraph (2) above apply to these roads."
- B. AMENDMENTS PROPOSED BY THE GOVERNMENT OF GERMANY IN AGREEMENT WITH THE GOVERNMENT OF AUSTRIA
 - 2. Amend the itinerary of road E 60 between Wörgl and Salzburg to read:
"E 60 ... - Wörgl - Rosenheim - Salzburg - ... "
 - 3. Include the following new class-B road:
"E 641 Wörgl - St. Johann - Lofer - Salzburg"

Annex 2

SUMMARY OF THE REPORT OF THE COUNCIL OF BUREAUX

1. The Council has embarked upon the task of preparing statistics concerning accidents arising under the ambit of the Green Card System which give rise to third party claims for bodily injury and property damage. At the end of 1993 the total vehicle population of the 37 countries of the Green Card System was 225,291,000. The number of recorded accidents in the same year which resulted in third party claims involved the opening of 275,750 files.
2. Amendments to the Green Card were approved at the Meeting of the General Assembly in May 1995 (informal document No. 2). The amendments do not relate to the format of the document and are more on the lines of improvements with the special purposes of providing clearer information to frontier officials.
3. In view of the maintenance of the UN sanctions against the Republic of Iraq, the membership of the Bureau of that country continues to be suspended. The Council is now considering the applications from Andorra, Bosnia-Herzegovina, Cyprus, Libya and the Republic of Moldova.
4. The Council is undertaking a study with special regard to the countries of Eastern Europe, where there is an increasing need to service traffic between the East and West, concerning the possibility of providing Green Cards for the benefit of motorists resident in countries which, at present, have no Compulsory Third Party Insurance Law.
5. In view of the apparent interest of many countries, both inside and outside of Europe, to become involved in the Green Card System, consideration is currently being given to what in future should be the geographical scope of the System.
6. The implementation of a more extensive assistance to visitors of a motor vehicle accident in the country visited (as referred to in the report to the last session of the Principal Working Party) was delayed for certain technical reasons. A number of Bureaux have now signed agreements on a bilateral basis and others are in the process of doing so.

Annex 3

DRAFT PROGRAMME OF WORK FOR 1996-2000
AND TENTATIVE LIST OF MEETINGS FOR 1996

I. PROGRAMME OF WORK ^{1/}

PROGRAMME ACTIVITY 02.2: ROAD TRANSPORT

02.2.1 Road transport infrastructure Priority: 1

- (a) Review of the situation concerning the implementation and possible amendments to the European Agreement on Main International Traffic Arteries (AGR).

Description: In order to adapt the European road network to present and future requirements **and to extend it to central Asian and Caucasian ECE member States** the Principal Working Party on Road Transport (SC.1) will take suitable action for implementing the Agreement and for amending as necessary its provisions with regard, in particular, to the structure and numbering of the network (Annex I), applicable technical standards (Annex II) and user information and safety, as well as for taking into account traffic flow evolution.

Work to be undertaken:

(i) Periodic review of the structure of the E road network and conditions to which it should conform and adoption of necessary amendments to annexes I and II of the Agreement. (Continuing)

(ii) Consideration of the AGR Agreement with a view to especially:

introducing main road links in eastern European, Central Asian and Caucasian ECE member States in the E road network;

implementing and whenever feasible and appropriate improving existing standards and operational parameters;

taking into account new east-west traffic flows;

raising environmental, energy and safety standards;

taking into account the UN/ECE Conventions on the Environment. (Continuing)

^{1/} New programme elements or elements replacing the old text adopted by the Inland Transport Committee at its fifty-seventh session are indicated in bold characters; programme elements proposed for deletion appear in square brackets.

(iii) Inventory of the E road network. (1997, then every three years)

(b) Special Project: Trans-European North-South Motorway (TEM)

Description: Within the framework of UN/ECE, the TEM countries have established an appropriate administrative and financial framework, with the aim of assisting the construction of TEM as part of an integrated European international road infrastructure. **Close collaboration exists between the TEM and ECE relevant work.**

Work to be undertaken:

- (i) Consideration of possibilities for development of the TEM project (combined transport, financing). (Continuing)
- (ii) Consideration of possible utilization of the results achieved **both under the project and in other UN/ECE activities in the field of road infrastructure, including the implementation of the AGR, to be mutually utilized.** (Continuing)

02.2.2 Harmonization of requirements concerning international road transport and facilitation of its operations Priority: 1

Description: The Principal Working Party on Road Transport (SC.1) will elaborate suitable international instruments and update or supplement existing ones and study selected aspects in international transport of passengers and goods by road, particularly those related to the facilitation of road transport between eastern and western Europe and the simplification and harmonization of administrative procedures and documentation.

Work to be undertaken:

- (a) In order to ensure and control the implementation (monitoring) of the AETR Agreement the Principal Working Party will take appropriate action in this regard [(1995)] (Continuing)
- (b) Consideration of possible harmonization of requirements concerning weights and dimensions of road vehicles. (To be taken at an appropriate time)
- (c) Consideration of the content and the status of reservations to the Consolidated Resolution on the Facilitation of Road Transport (R.E.4) taking into account the new pan-European transport context. (Continuing)
- (d) Consideration of possibilities for agreements and other measures on border crossing and border facilities for road transport between Eastern and Western Europe. [(1995)] (1997)
- (e) Revision of the Convention on the Contract for the International Carriage of Passengers and Luggage by Road (CVR). (1996)

(f) Review of the situation and questions concerning facilitation of international road transport with regard to:

- (i) The Inter-Bureau Agreements on International Motor Insurance Card (Green Card). (Continuing)
- (ii) Bilateral Agreements. (Every three years)
- (iii) Possible institution of a European-wide quota of transport permits (To be undertaken at an appropriate time)

02.2.3 Road transport safety

Priority: 1

Description: The Working Party on Road Traffic Safety (SC.1/WP.1) will examine matters and adopt measures aimed at improving road transport safety and consider, *inter alia*, the implementation of the Vienna Conventions on Road Traffic and on Road Signs and Signals and the European Agreements supplementing them and the elaboration of proposals for updating the Consolidated Resolutions on Road Traffic and on Road Signs and Signals (R.E.1 and R.E.2).

Work to be undertaken:

- (a) [Preparation of and] Follow-up to the second ECE Road Safety Week. [(1995)] **(1996)**
- (b) Consideration once a year of a selected topic related to road safety in the form of an in-depth discussion based on papers prepared by experts and undertaking an appropriate follow-up action. (Continuing)
- (c) Development of new recommendations to be included in the Consolidated Resolutions on Road Traffic and Road Signs and Signals (R.E.1 and R.E.2) and updating of the existing ones (in cooperation with WP.29). (Continuing)
- (d) [Development of a system of] Exchange of information on [road safety activities carried out and] road safety regulations in force in member States. [(1995)] **(Continuing)**
- (e) Review of national requirements concerning selected aspects of road traffic regulations and safety and circulation of information on the subject. (Continuing)
- (f) Implementation of the Vienna Conventions on road Traffic and on Road Signs and Signals and of the European Agreements supplementing them, and consideration of these legal instruments with a view to possible raising of road safety standards. (As required)
- (g) Assisting countries in transition in organizing workshops or seminars on road safety. (Continuing)

(h) Review of the content of the 1975 Agreement on Minimum Requirements for the Issue and Validity of Driving Permits (APC). [(1995)] (1996)

(i) Consideration of the possible approaches to the work on a United Nations Long-Term Strategy on Road Safety. (1995)

...

PROGRAMME ACTIVITY 02.6: ENVIRONMENTAL PROTECTION AND ENERGY SAVING IN TRANSPORT

02.6.1 Impact of transport infrastructure and operations on the environment, including pollution and noise Priority: 1

(a) Road transport

Description: Consideration of the impact of road infrastructure and operation on the environment and the noise and pollution emissions of road vehicles, as referred to under 02.2.1 and 02.2.4.1.

Work to be undertaken: As referred to under 02.2.1 and 02.2.4.1.
(Continuing)

...

PROGRAMME ACTIVITY 02.12: GENERAL ISSUES

02.12.1 Periodical circulation of selected transport information

(a) Road transport Priority: 3

Description: Issuing a synthesis of the present technical and operational standards of E roads and, as necessary, maps representing the European road network based on the AGR; Collection, updating and circulation of information on national requirements concerning selected aspects of international road transport and road traffic safety, such as maximum permissible weights and dimensions of vehicles, the implementation of the Green Card system for motor vehicle insurance, bilateral agreements, etc. (see: 02.2.1, 02.2.2 and 02.2.3)

Work to be undertaken: Under the supervision of the Principal Working Party on Road Transport and the Working Party on Road Traffic Safety, the secretariat will collect and circulate the information described above.
(Continuing).

II. TENTATIVE LIST OF MEETINGS IN 1996

MARCH

- 25-29 Working Party on Road Traffic Safety (SC.1/WP.1)
(twenty-sixth session)

JUNE

- 27-28 Ad hoc Meeting on Implementation of the European
Agreement on Main International Traffic Arteries (AGR)
(fifteenth session)

SEPTEMBER

- 9-13 Working Party on Road Traffic Safety (SC.1/WP.1)
(twenty-seventh session)

OCTOBER

- 21-23 Principal Working Party on Road Transport (SC.1)
(ninetieth session)
-



Conseil Economique
et Social

Distr.
RESTREINTE

TRANS/SC.1/357
7 novembre 1995

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITE DES TRANSPORTS INTERIEURS

Groupe de travail principal des transports routiers

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL PRINCIPAL SUR
SA QUATRE-VINGT-NEUVIEME SESSION
(30 octobre - 1er novembre 1995)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Participation	1
Déclaration liminaire	2
Adoption de l'ordre du jour	3
Activités des organes de la CEE et d'autres organisations internationales présentant un intérêt pour le Groupe de travail principal	4
a) Commission économique pour l'Europe	4
b) Comité des transports intérieurs et ses organes subsidiaires	5 et 6
c) Autres organisations internationales	7 et 8

Les documents du Comité des transports intérieurs et de ses organes subsidiaires font l'objet d'une distribution limitée. Ils ne sont communiqués qu'aux gouvernements, aux institutions spécialisées et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales qui participent aux travaux du Comité et de ses organes subsidiaires; ils ne doivent être communiqués ni à des journaux ni à des périodiques.

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>
Infrastructure routière	9 - 24
a) Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR)	9 - 21
b) Projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM)	22 - 24
Harmonisation des prescriptions applicables aux opérations de transport international par route et facilitation de ces opérations	25 - 39
a) Mise en oeuvre de l'AETR	25
b) Poids et dimensions des véhicules routiers	26
c) Examen du contenu et de l'état des réserves à la Résolution d'ensemble sur la facilitation des transports routiers (R.E.4)	27 - 29
d) Examen des possibilités d'accords ou d'autres mesures concernant le passage des frontières et des postes frontière dans le transport routier entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale	30 - 32
e) Révision de la Convention relative au contrat de transport international de voyageurs et de bagages par route (CVR)	33 - 36
f) Examen de la situation concernant la facilitation du transport routier international et des questions y relatives	37 - 39
i) Carte internationale d'assurance automobile (Carte verte)	37 et 38
ii) Adhésion aux instruments juridiques de la CEE/ONU dans le domaine du transport routier et application desdits instruments	39
Sécurité de la circulation	40 - 42
Assistance aux pays en transition	43 et 44
Programme de travail du Groupe de travail principal et de ses organes subsidiaires	45

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>
Election du Bureau pour la prochaine session	46
Questions diverses	47 - 49
Adoption du rapport	50

* * *

ANNEXES

- Annexe 1 Projets d'amendement à l'annexe I de l'Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR) adoptés par le Groupe de travail principal
- Annexe 2 Résumé du rapport du Conseil des Bureaux
- Annexe 3 Projet de programme de travail pour 1996-2000 et calendrier provisoire des réunions en 1996

RAPPORT

PARTICIPATION

1. Le Groupe de travail principal des transports routiers a tenu sa quatre-vingt-neuvième session du 30 octobre au 1er novembre 1995, sous la présidence de M. S. Schimming (Allemagne). Y ont participé des représentants des pays membres suivants : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Croatie, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Norvège, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suisse et Turquie. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées : Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) et Organisation internationale de la circulation routière (IRTO). Les organisations non gouvernementales suivantes étaient aussi représentées : Union internationale des transports routiers (IRU), Fédération internationale de l'automobile/Agence internationale de tourisme (FIA/AIT) et Conseil des Bureaux.

DECLARATION LIMINAIRE

2. S'adressant aux participants, le Directeur de la Division des transports a souligné la nécessité d'intensifier la coopération visant à faciliter davantage le transport routier international tout en améliorant la sécurité et le respect de l'environnement en Europe afin d'apporter une réponse appropriée à la demande croissante de ce type de transport, notamment dans le sens Est-Ouest. Il a souligné l'importance des instruments juridiques élaborés dans le cadre du Groupe de travail principal, invité ce dernier à tenir ces instruments à jour conformément aux décisions adoptées par le Comité des transports intérieurs en janvier 1995 et fait rapport sur la contribution du secrétariat à la mise en oeuvre de ces décisions.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. L'ordre du jour provisoire (TRANS/SC.1/356) a été adopté.

ACTIVITES DES ORGANES DE LA CEE ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES PRESENTANT UN INTERET POUR LE GROUPE DE TRAVAIL PRINCIPAL

a) Commission économique pour l'Europe

4. Le Groupe de travail principal a été informé des résultats de la cinquantième session de la Commission économique pour l'Europe (3-11 avril 1995), notamment en ce qui concerne la décision H (50) sur la coopération dans le domaine des transports.

b) Comité des transports intérieurs et ses organes subsidiaires

Document : ECE/TRANS/111.

5. Le Groupe de travail principal a été informé des décisions adoptées par le Comité des transports intérieurs à sa cinquante-septième session, qui intéressent les activités du Groupe de travail principal (ECE/TRANS/111, par. 15, 16, 23, 47 à 62).

6. Il a aussi pris note des travaux récents effectués par le Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports (WP.5) et le Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports (WP.30) en ce qui concerne l'infrastructure et l'exploitation des transports routiers.

c) Autres organisations internationales

7. Les représentants de la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) et de l'Union internationale des transports routiers (IRU) ont informé le Groupe de travail principal des travaux récents de leur organisation dans le domaine du transport routier international.

8. Le Groupe de travail principal a pris note du rapport du représentant de l'IRU sur les difficultés que connaît le système de transit douanier TIR et de son appel en faveur du soutien aux mesures prises par l'IRU à ce sujet. Il a aussi pris note de ses observations relatives au traitement différent réservé aux conducteurs nationaux et étrangers impliqués dans une action juridique, et il a invité l'IRU à établir un document sur la question.

INFRASTRUCTURE ROUTIERE

a) Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR)

Documents : TRANS/R.401 et Add.1; TRANS/SC.1/R.265 et Add.1, TRANS/SC.1/R.267; TRANS/SC.1/AC.5/28; TRANS/SC.1/AC.5/R.23; document informel No 4 (note du secrétariat concernant les travaux préparatoires sur le prolongement éventuel du réseau de routes E vers les pays du Caucase et d'Asie centrale).

9. Le Groupe de travail principal a été informé que, depuis sa session précédente, la Géorgie et le Kazakhstan étaient devenus Parties contractantes à l'AGR; que les amendements aux annexes I et II de l'AGR adoptés par le Groupe de travail principal à sa quatre-vingt-huitième session (TRANS/SC.1/355, annexe 1) avaient été acceptés le 14 septembre 1995 et qu'ils entreraient en vigueur le 14 décembre 1995.

10. Le Groupe de travail principal a pris note des travaux préparatoires entrepris par les gouvernements intéressés et le secrétariat au sujet du prolongement éventuel du réseau de routes E vers les pays du Caucase et d'Asie centrale et en particulier de l'examen de cette question lors du séminaire sur les travaux de la CEE dans le domaine des transports, y compris les instruments juridiques, tenu à Genève le 26 septembre 1995 (document informel No 4). Le représentant de la Turquie a dit que les cartes du document informel No 4 n'indiquaient pas toutes les liaisons routières internationales possibles dans la région étudiée. Pour l'établissement définitif du réseau de routes internationales, tous les pays intéressés devraient être consultés et les résultats des diverses études déjà effectuées sur la question devraient être pris en considération.

11. Le Groupe de travail a décidé :

- i) d'inviter les gouvernements des Etats de ces régions qui ne l'avaient pas encore fait à envisager la possibilité d'adhérer à l'AGR et à tirer pleinement parti des connaissances et compétences des conseillers régionaux de la CEE;
- ii) de demander au secrétariat de poursuivre ses consultations avec les pays intéressés en vue de l'identification définitive des routes importantes pour le trafic international qui pourraient éventuellement être incorporées au réseau de routes E.

12. Le Groupe de travail principal a souligné l'importance des consultations directes avec de nouveaux Etats membres de la CEE sur divers problèmes suscités par leur participation aux travaux de la CEE, en cours d'exécution par des conseillers régionaux. Il a invité le Comité des transports intérieurs à soutenir cette activité en adoptant les décisions voulues et, notamment, en encourageant la Commission à donner les moyens financiers nécessaires à la poursuite de l'important travail des conseillers régionaux.

13. Le Groupe de travail principal a noté qu'aucun progrès n'avait été enregistré dans la conclusion d'accords sur l'incorporation de certaines routes d'Europe orientale au réseau de routes E (une décision sur la question avait été reportée lors de la dernière session (TRANS/SC.1/355, par. 9 a)), et il a prié les Gouvernements du Bélarus, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de la Fédération de Russie d'étudier les amendements proposés sur une base bilatérale ou, si possible, multilatérale et de communiquer au secrétariat des informations au sujet des faits nouveaux, à cet égard et/ou des propositions modifiées, le cas échéant. Il a été décidé que ce point serait retiré de l'ordre du jour si les renseignements voulus n'étaient pas communiqués.

14. Conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord, le Groupe de travail principal a adopté à l'unanimité l'amendement à l'annexe I de l'Accord (notes explicatives) proposé lors de la quatorzième session de la Réunion spéciale sur l'application de l'AGR à laquelle avaient participé les Parties contractantes à l'Accord suivantes : Croatie, Danemark, Fédération de Russie, Finlande, Italie, Pologne, Portugal, Roumanie et Suède (TRANS/SC.1/AC.28, par. 7). Le texte de l'amendement proposé figure dans l'annexe 1 au présent rapport. Le Groupe de travail principal a toutefois considéré que le prolongement ultérieur du réseau de routes E susciterait peut-être de nouveaux problèmes de numérotation. Ces problèmes, de même que la classification des routes E, devraient donc, si nécessaire, être à nouveau abordés dans l'avenir.

15. Tenant compte des propositions formulées pendant la Réunion spéciale (TRANS/SC.1/AC.5/28, par. 8 et 9), le Groupe de travail principal a recommandé aux Parties contractantes à l'AGR :

- i) d'envisager chaque fois que possible le prolongement des routes existantes orientées est-ouest plutôt qu'introduire des routes portant des numéros nouveaux afin d'éviter des difficultés dans la numérotation des routes E orientées est-ouest auxquelles risquerait de donner lieu le prolongement vers l'est du réseau de routes E;

ii) de s'efforcer de faire en sorte, chaque fois que possible, que les nouvelles liaisons qu'elles proposent assurent la continuité du trafic international et soient raccordées au réseau existant de routes E. Pour ce faire, elles devraient consulter les pays voisins et coopérer avec eux comme il convient.

16. Conformément à la décision prise par le Comité des transports intérieurs à sa cinquante-septième session au sujet des propositions spécifiques pour le suivi de la deuxième Conférence paneuropéenne sur les transports contenues dans les documents TRANS/R.401 et Add.1 (ECE/TRANS/111, par. 16), le Groupe de travail principal a envisagé la modification éventuelle des dispositions de l'AGR concernant les postes frontière (annexe II de l'AGR, par. IV. 7.4), en tenant compte des points de vue et des propositions formulés lors de la Réunion spéciale sur l'application de l'AGR (TRANS/SC.1/AC.5/28, par. 12 et 13). Il a estimé que, compte tenu des difficultés financières actuelles de l'Organisation des Nations Unies, il serait préférable de demander à la Réunion spéciale d'étudier attentivement la possibilité de rendre plus strictes les prescriptions de l'AGR relatives aux postes frontière plutôt que de créer un nouveau groupe informel qui serait chargé de cette tâche particulière.

17. Le Groupe de travail principal a pris note de la synthèse de l'inventaire des normes et paramètres principaux du réseau de routes E élaborée par le secrétariat sur la base des données communiquées par les gouvernements (TRANS/SC.1/R.265 et Add.1). Il a approuvé les propositions faites lors de la Réunion spéciale d'élargir éventuellement cet inventaire à l'avenir par l'analyse du niveau de service sur la base de la comparaison entre les caractéristiques géométriques des routes E et les volumes de trafic, en utilisant les données obtenues au cours du Recensement de la circulation automobile sur les routes E, 1995. Il a également été convenu que les résultats de cet inventaire seraient étudiés attentivement par la Réunion spéciale en vue de rédiger des conclusions concernant des mesures de suivi.

18. A cette fin, le Groupe de travail principal a décidé de convoquer la Réunion spéciale en 1996 en vue d'étudier les questions évoquées aux paragraphes 16 et 17 ci-dessus ainsi que tous nouveaux amendements à l'AGR qui pourraient être présentés au secrétariat dans l'intervalle.

19. Le Groupe de travail principal a invité les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à communiquer au secrétariat dans les meilleurs délais des données sur les normes et paramètres principaux des routes E existant sur leur territoire afin de les incorporer à la synthèse de l'inventaire des routes E.

20. Le Groupe de travail principal a aussi examiné les observations du Gouvernement autrichien concernant l'itinéraire de la route E 60 entre Wörgl et Salzbourg en territoires autrichien et allemand (TRANS/SC.1/R.267). Le représentant de l'Allemagne a informé le Groupe de travail principal que son gouvernement proposait de définir comme suit ce tronçon précis de la route E 60 : Wörgl - Rosenheim - Salzbourg (comme proposé par l'Autriche) et d'incorporer le tronçon Wörgl - St. Johann i.T. - Lofer - Salzbourg au réseau de routes E en tant que route E de la classe B. Le représentant de l'Autriche a indiqué que son gouvernement approuvait cette proposition.

21. Conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord, le Groupe de travail principal a adopté à l'unanimité les amendements à l'annexe I de l'Accord mentionnés au paragraphe 20 ci-dessus. Le texte des amendements proposés figure dans l'annexe I au présent rapport.

b) Projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM)

Document : TRANS/SC.1/R.266.

22. Lors de la présentation du rapport intérimaire, il a été question de l'augmentation du nombre de membres, du statut du projet et des principales activités, y compris la coopération, notamment avec l'OCDE, la Federal Highway Administration des Etats-Unis et l'Union européenne. Le projet, a-t-on expliqué, avait incorporé de nouveaux Etats indépendants. Récemment, des requêtes ont été présentées en vue d'étendre les réseaux à certains autres membres de la Communauté d'Etats indépendants, ainsi qu'aux Etats caucasiens.

23. Les représentants des pays membres du TEM qui étaient présents ont fait état de l'efficacité de la coopération dans le cadre de ce projet et fait rapport sur les développements relatifs au TEM dans chaque pays. Ils ont souhaité que cette coopération se poursuive, la CEE restant l'agent d'exécution de la prochaine phase du projet.

24. Après la discussion qui a suivi, le Groupe de travail principal a pris acte des progrès réalisés dans l'exécution du projet et formé le voeu d'être tenu informé de son évolution.

HARMONISATION DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX OPERATIONS DE TRANSPORT INTERNATIONAL PAR ROUTE ET FACILITATION DE CES OPERATIONS

a) Mise en oeuvre de l'AETR

Document : E/ECE/811-E/ECE/TRANS/564/Amend.3.

25. Le Groupe de travail principal a pris note des informations suivantes fournies par le secrétariat au sujet de l'Accord AETR :

a) Les amendements à l'AETR proposés par le Gouvernement de la Norvège et adoptés par le Comité des transports intérieurs à sa cinquante-cinquième session sont entrés en vigueur le 28 février 1995; le texte de ces amendements est reproduit dans le document E/ECE/811-E/ECE/TRANS/564/Amend.3;

b) En plus des Etats mentionnés à l'annexe - appendice 2 au texte modifié de l'AETR, les Etats suivants sont devenus Parties contractantes à l'Accord :

Bulgarie (le 12 mai 1995)

Kazakhstan (le 17 juillet 1995).

Conformément aux règles de numérotation modifiées figurant à l'annexe-appendice 2 de l'AETR, les nouvelles Parties contractantes susmentionnées se sont vu attribuer les numéros 34 et 35, respectivement.

b) Poids et dimensions des véhicules routiers

Documents : TRANS/SC.1/R.186/Rev.1 et Amend.1 à 5.

26. Le Groupe de travail principal a pris note des informations contenues dans les documents susmentionnés et de celles fournies au cours de la session quant aux modifications apportées aux règles applicables aux poids et dimensions des véhicules routiers aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, tout comme des renseignements complémentaires sur les règles en vigueur en Roumanie, y compris les droits de douane applicables aux véhicules immatriculés dans d'autres pays et assurant des transports internationaux routiers via le territoire roumain.

c) Examen du contenu et de l'état des réserves à la Résolution d'ensemble sur la facilitation des transports routiers (R.E.4)

Documents : TRANS/SC.1/319 et Amend.1 à 4; TRANS/SC.1/323 et Amend.1 à 3; TRANS/R.401 et Add.1.

27. Le Groupe de travail principal a noté qu'aucune réserve à la Résolution d'ensemble R.E.4 n'avait été levée depuis la dernière session.

28. Conformément à la décision prise par le Comité des transports intérieurs à sa cinquante-septième session au sujet des propositions relatives au suivi de la deuxième Conférence paneuropéenne des transports contenues dans le document TRANS/R.401 et Add.1 (ECE/TRANS/111, par. 16), le Groupe de travail principal a abordé l'examen de la Résolution d'ensemble R.E.4 sous l'angle du nouveau contexte paneuropéen des transports en vue de sa mise à jour et, éventuellement, d'en faire un instrument juridique. Il a reconnu la nécessité d'un instrument juridiquement contraignant pour la facilitation des transports internationaux routiers. Toutefois, il a estimé que du fait des nombreuses réserves émises quant à la Résolution d'ensemble R.E.4, il ne serait guère aisé de convenir de dispositions juridiquement contraignantes dans ce domaine.

29. Le Groupe de travail principal a invité les gouvernements à continuer d'envisager de lever leurs réserves à la Résolution d'ensemble R.E.4 et a décidé de maintenir ce point à l'ordre du jour de sa prochaine session.

d) Examen des possibilités d'accords ou d'autres mesures concernant le passage des frontières et des postes frontière dans le transport routier entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale

Documents : TRANS/SC.1/R.261 et Add.1 et 2 et R.264; et document informel No 1 (Données statistiques sur les délais aux postes frontière, transmis par l'IRU).

30. Le Groupe de travail principal a pris note des informations relatives à l'évolution récente de la situation des transports routiers internationaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale contenues dans les documents susmentionnés et données au cours de la session. Il n'a noté aucun progrès sensible, et la bonne marche des transports internationaux routiers entre

l'Europe orientale et l'Europe occidentale continuait d'être considérablement entravée du fait, entre autres, des procédures de délivrance des visas aux conducteurs professionnels.

31. Il a prié les gouvernements et les organisations internationales concernés de transmettre au secrétariat des renseignements sur les mesures appliquées ou envisagées pour faciliter les transports routiers internationaux, pour examen à sa prochaine session.

32. Le Groupe de travail principal s'est félicité de la décision du Groupe de travail sur les questions douanières affectant les transports (WP.30), à sa quatre-vingt-troisième session, d'étudier à ses prochaines sessions, la possibilité de faciliter la délivrance des visas. Il a demandé au Groupe de travail WP.30 de tenir compte, entre autres, des propositions faites par l'IRU à ce sujet (TRANS/SC.1/R.264).

e) Révision de la Convention relative au contrat de transport international de voyageurs et de bagages par route (CVR)

Documents : ECE/TRANS/2; TRANS/SC.1/R.269.

33. Le Groupe de travail principal a noté que, conformément à l'article 34 de la Convention CVR, la Convention pouvait être amendée ou révisée trois ans après son entrée en vigueur, autrement dit pas avant le 12 avril 1997, et qu'il fallait pour cela que le Secrétaire général convoque une conférence à la demande d'une Partie contractante.

34. Le représentant de l'IRU a présenté le document TRANS/SC.1/R.269 établi par son organisation. Il contient des projets d'amendement à la Convention CVR, exposant le contexte général et justifiant la nécessité de réviser la Convention. Le représentant de l'IRU a invité les gouvernements qui n'auraient pas encore adhéré à la Convention CVR à envisager de le faire.

35. Le Groupe de travail :

- i) a exprimé sa gratitude à l'IRU pour avoir établi le document susmentionné;
- ii) a invité ses membres à examiner le document TRANS/SC.1/R.269 en détail, en consultation avec les organes compétents de leur pays, et à transmettre au secrétariat le 1er avril 1996 au plus tard leurs observations sur les projets d'amendement qu'il contient et toutes autres observations et/ou propositions visant l'amendement de la Convention qu'ils jugent appropriées;
- iii) a prié le secrétariat d'établir jusqu'au 15 juillet 1996 un document regroupant toutes les observations et propositions reçues des gouvernements, pour examen par le Groupe de travail principal à sa prochaine session;

- iv) a prié le secrétariat d'étudier les questions relatives aux possibilités juridiques d'amender la Convention conformément à l'article 34 et aux règles touchant l'adoption d'amendements lors de la conférence prévue dans cet article;
- v) a invité les Parties contractantes à la Convention et les gouvernements des pays de la CEE susceptibles d'adhérer à la Convention avant le 1er mai 1997 d'informer le Groupe de travail principal s'ils sont disposés à engager la procédure d'amendement décrite à l'article 34 de la Convention.

36. Le Groupe de travail principal a attiré l'attention du Comité des transports intérieurs sur les divers aspects de la révision de la Convention CVR décrits ci-dessus et a demandé au Comité de prendre une décision à ce sujet.

- f) Examen de la situation concernant la facilitation du transport routier international et des questions y relatives
 - i) Carte internationale d'assurance automobile (Carte verte)

Documents : TRANS/SC.1/R.270 et documents informels Nos 2 et 3 transmis par le Conseil des Bureaux.

37. Le Groupe de travail principal a pris note du diagramme des Accords interbureaux (TRANS/SC.1/R.270) et du rapport du Conseil des Bureaux, dont un résumé est présenté à l'annexe 2 du présent rapport. Il a aussi encouragé les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de prendre les mesures juridiques et administratives nécessaires pour que leur pays rassemble les conditions d'adhésion au système de la Carte verte.

38. Le Groupe de travail principal a adopté les projets d'amendement à la Carte verte dont un spécimen est reproduit dans la Résolution d'ensemble R.E.4 (annexe 2, appendice 1) proposés par le Conseil des Bureaux (document informel No 2).

- ii) Adhésion aux instruments juridiques de la CEE/ONU dans le domaine du transport routier et application desdits instruments

Document : TRANS/R.392.

39. Le Groupe de travail principal a été informé de l'état des adhésions aux instruments juridiques internationaux CEE/ONU sur les transports routiers.

SECURITE DE LA CIRCULATION

Documents : TRANS/SC.1/WP.1/48, TRANS/SC.1/WP.1/50.

40. Le Groupe de travail principal a pris note du résumé des activités du Groupe de travail de la sécurité de la circulation, fourni par le secrétariat, a approuvé les rapports du Groupe de travail sur ses vingt-quatrième

et vingt-cinquième sessions (TRANS/SC.1/WP.1/48 et TRANS/SC.1/WP.1/50, respectivement) et a adopté les projets d'amendements à la Résolution d'ensemble sur la circulation routière (R.E.1) (TRANS/SC.1/WP.1/50, annexe).

41. Le Groupe de travail principal a partagé le point de vue de la Réunion spéciale sur l'application de l'AGR, exprimé à sa quatorzième session, selon laquelle le Groupe de travail WP.1 devrait peut-être accorder davantage d'attention aux aspects infrastructurels de la sécurité de la circulation (TRANS/SC.1/AC.5/28, par. 16). Il a invité le Groupe de travail WP.1 à envisager la possibilité d'étudier l'influence des normes et paramètres d'infrastructure sur la sécurité de la circulation et de soumettre à la prochaine session du Groupe de travail principal une proposition visant à inclure les points pertinents dans le programme de travail.

42. Au cours de la discussion, l'utilité des séminaires sur divers aspects de la sécurité routière, organisés jusqu'à présent par le Groupe de travail WP.1, a été soulignée. Le Groupe de travail principal a invité le Groupe de travail à maintenir à l'avenir cette forme d'activité.

ASSISTANCE AUX PAYS EN TRANSITION

43. Le Groupe de travail principal a pris note qu'aucun pays en transition ne lui avait adressé de requête spécifique en vue de bénéficier d'une assistance dans le règlement des problèmes touchant au transport routier. Rappelant la décision H (50) de la Commission, le Groupe de travail principal a invité :

- i) Les gouvernements des pays en transition à soumettre au Groupe de travail principal leurs propositions et leurs priorités dans ce domaine;
- ii) Les autres Etats membres et organisations internationales concernées à informer le Groupe de travail principal des possibilités qu'ils ont d'apporter une assistance aux pays en transition.

44. Le Groupe de travail principal a pris note des informations fournies par le représentant de l'IRU quant à la troisième Conférence de l'IRU/SA sur le transport routier est-ouest, consacrée à la "Logistique internationale du transport routier en Europe centrale et orientale", qui doit se tenir à Stockholm les 22 et 23 février 1996.

PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE DE TRAVAIL PRINCIPAL ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES

Document : TRANS/SC.1/R.268.

45. Le Groupe de travail principal a adopté un projet de programme de travail (TRANS/SC.1/R.268), avec certaines modifications. Ce programme de travail figure sous sa forme modifiée à l'annexe 3 du présent rapport.

ELECTION DU BUREAU POUR LA PROCHAINE SESSION

46. Le Groupe de travail principal a réélu M. S. Schimming (Allemagne) à la présidence et M. J. Alaluusua (Finlande) à la vice-présidence de sa dix-neuvième session.

QUESTIONS DIVERSES

47. Le Groupe de travail principal a invité ses membres à fournir au secrétariat, dans les meilleurs délais mais le 15 juillet 1996 au plus tard, les documents et/ou informations à soumettre à sa prochaine session, à l'exception de ceux relatifs à la Convention CVR (voir par. 35 ci-dessus).

48. Se référant au rapport du Groupe de travail de la sécurité de la circulation sur sa vingt-cinquième session (TRANS/SC.1/WP.1/50, par. 19), le représentant de l'Italie a informé le Groupe de travail principal que sa délégation avait l'intention d'établir un document, qui serait transmis au Groupe de travail de la sécurité de la circulation, reflétant sa position quant à l'emploi du triangle de présignalisation.

49. Il a décidé de ne limiter en aucune façon la distribution des documents publiés pour la présente session.

ADOPTION DU RAPPORT

50. Le Groupe de travail principal a adopté le rapport sur sa quatre-vingt-neuvième session.

Annexe 1

PROJETS D'AMENDEMENT A L'ANNEXE I DE L'ACCORD EUROPEEN SUR LES GRANDES ROUTES DE TRAFIC INTERNATIONAL (AGR) ADOPTES PAR LE GROUVE DE TRAVAIL PRINCIPAL

A. AMENDEMENT ELABORE PAR LA REUNION SPECIALE SUR L'APPLICATION DE L'AGR A SA QUATORZIEME SESSION

1. Ajouter le nouveau paragraphe 3 suivant aux notes explicatives de l'annexe I :

"3. Les routes de la classe A orientées nord-sud, situées à l'est de la route E 99 portent des nombres impairs à trois chiffres, de 101 à 129. Les autres règles mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus s'appliquent à ces routes."

B. AMENDEMENTS PROPOSES PAR LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EN ACCORD AVEC LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN

2. Modifier l'itinéraire de la route E 60 entre Wörgl et Salzbourg comme suit :

"E 60 ... - Wörgl - Rosenheim - Salzbourg - ..."

3. Ajouter la nouvelle route de la classe B suivante :

"E 641 Wörgl - St. Johann - Lofer - Salzbourg".

Annexe 2

RESUME DU RAPPORT DU CONSEIL DES BUREAUX

1. Le Conseil a entrepris d'établir des statistiques sur les accidents qui entrent dans le champ d'application du système de la Carte verte et donnent lieu à une action de la part d'un tiers en cas de blessure corporelle ou de dommage matériel. Fin 1993, l'ensemble du parc automobile des 37 pays parties au système de la Carte verte totalisait 225 291 000 véhicules. Cette même année, les accidents ayant donné lieu à une demande de dommages-intérêts à l'égard des tiers ont entraîné l'ouverture de 275 750 dossiers.

2. En mai 1995, la réunion de l'Assemblée générale a approuvé des modifications à la Carte verte (document informel No 2). Elles ne portent pas sur son format mais ont plutôt trait à l'amélioration de certaines rubriques, dans le but exprès de fournir des informations plus claires aux divers personnels en poste aux frontières.

3. En raison du maintien des sanctions de l'ONU contre la République d'Iraq, les membres du Bureau de ce pays restent suspendus. A l'heure actuelle, le Conseil est saisi des candidatures de l'Andorre, de la Bosnie-Herzégovine, de Chypre, de la Libye et de la République de Moldova.

4. Le Conseil a entrepris une étude où il s'attache particulièrement aux pays d'Europe orientale, qui ont de plus en plus besoin d'assurer le service de la circulation entre l'Est et l'Ouest, quant à la possibilité de délivrer des cartes vertes aux automobilistes résidents de pays où il n'existe pas, à l'heure actuelle, de loi sur l'assurance obligatoire à l'égard des tiers.

5. Devant l'intérêt manifesté par de nombreux pays, d'Europe ou non, à la participation au système de la Carte verte, on étudie actuellement ce que pourrait être à l'avenir le champ d'application géographique du système.

6. Pour un certain nombre de raisons d'ordre technique, la possibilité de mieux venir en aide aux étrangers qui, de passage dans un pays, sont victimes d'accidents de la route (voir rapport sur la dernière session du Groupe de travail principal) connaît quelque retard. Un certain nombre de Bureaux ont maintenant signé des accords bilatéraux et d'autres ont pris des dispositions pour le faire.

Annexe 3

PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1996-2000
ET CALENDRIER PROVISOIRE DES REUNIONS EN 1996

I. PROGRAMME DE TRAVAIL 1/

ACTIVITE 02.2 : TRANSPORT ROUTIER

02.2.1 Infrastructure routière Priorité : 1

- a) Examen de la situation en ce qui concerne l'application et l'amendement éventuel de l'Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR)

Exposé succinct : Pour adapter le réseau routier européen aux besoins présents et futurs et pour l'étendre aux pays membres de la CEE d'Asie centrale et du Caucase, le Groupe de travail principal des transports routiers (SC.1) prendra les mesures nécessaires en vue de faire appliquer l'Accord et de modifier s'il y a lieu ses dispositions concernant en particulier la structure du réseau et sa numérotation (annexe I), les normes techniques applicables (annexe II) et l'information et la sécurité des usagers, ainsi que pour tenir compte de l'évolution des flux de trafic.

Travail à faire :

- i) Examen périodique de la structure du réseau de routes E et des conditions auxquelles il devrait répondre, et adoption des amendements nécessaires concernant les annexes I et II de l'Accord; (projet permanent)
- ii) Examen de l'AGR en vue notamment :
- d'introduire dans le réseau de routes E les grandes liaisons routières des Etats membres de la CEE d'Europe orientale, d'Asie centrale et du Caucase;
- d'appliquer, et si cela est possible et approprié, d'améliorer les normes et les paramètres d'exploitation existants;
- de tenir compte des nouveaux courants de trafic Est-Ouest;
- de rendre plus sévères les normes en matière d'environnement, d'énergie et de sécurité;
- de tenir compte des Conventions de la CEE sur l'environnement. (Projet permanent)

1/ Les nouveaux éléments de programme ou les éléments remplaçant l'ancien texte, adoptés par le Comité des transports intérieurs à sa cinquante-septième session sont indiqués en caractères gras; les éléments qu'il est proposé de supprimer figurent entre crochets.

- iii) Inventaire du réseau de routes E. (En 1997, puis tous les trois ans)
- b) Projet spécial : autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM)

Exposé succinct : Les pays du TEM ont établi dans le cadre de la CEE/ONU des structures administratives et financières appropriées en vue d'intégrer le TEM à l'infrastructure routière européenne. Une collaboration étroite s'exerce entre le projet TEM et les activités correspondantes de la CEE.

Travail à faire :

- i) Examen des possibilités de développement du projet TEM (transport combiné, financement); (projet permanent)
 - ii) Examen de l'application éventuelle des résultats obtenus dans le cadre du projet et d'autres activités de la CEE/ONU en matière d'infrastructure routière, notamment l'application de l'AGR, pour une utilisation mutuelle. (Projet permanent)
- 02.2.2 Harmonisation des prescriptions applicables aux opérations de transport international par route et facilitation de ces opérations Priorité : 1

Exposé succinct : Le Groupe de travail principal des transports routiers (SC1) élaborera des instruments internationaux appropriés, mettra à jour ou complétera ceux qui existent déjà et étudiera certains aspects du transport international de voyageurs et de marchandises par route, concernant en particulier la facilitation du transport routier entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale ainsi que la simplification et l'harmonisation des procédures administratives et de la documentation.

Travail à faire :

- a) Le Groupe de travail principal des transports routiers prendra toutes les mesures nécessaires pour veiller à l'application (travail de surveillance) de l'AETR; [(1995)] (projet permanent)
- b) Examen de l'harmonisation éventuelle des prescriptions concernant les poids et les dimensions des véhicules routiers; (à entreprendre le moment venu)
- c) Examen de la teneur et de la situation des réserves émises au sujet de la Résolution d'ensemble sur la facilitation du transport par route (R.E.4), compte tenu du nouveau contexte paneuropéen des transports; (projet permanent)
- d) Examen des possibilités d'accords et d'autres mesures concernant le passage des frontières et les postes frontière dans le transport routier entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale; [(1995)] (1997)

e) Révision de la Convention relative au transport international de voyageurs et de bagages par route (CVR); (1996)

f) Examen de la situation et des questions liées à la facilitation du transport routier international en ce qui concerne :

- i) les accords interbureaux relatifs à la carte internationale d'assurance automobile (Carte verte); (projet permanent)
- ii) les accords bilatéraux; (tous les trois ans)
- iii) la création éventuelle d'un contingent européen d'autorisations de transport. (A entreprendre le moment venu)

02.2.3 Sécurité du transport routier

Priorité : 1

Exposé succinct : Le Groupe de travail de la sécurité de la circulation (SC.1/WP.1) examinera des questions et adoptera des mesures visant à améliorer la sécurité du transport routier, notamment l'application des Conventions de Vienne sur la circulation et la signalisation routières et les Accords européens les complétant ainsi que l'élaboration de propositions pour la mise à jour des Résolutions d'ensemble sur la circulation et la signalisation routières (R.E.1 et R.E.2).

Travail à faire :

a) [Préparation et] Suivi de la deuxième semaine de la sécurité routière de la CEE; [(1995)] **(1996)**

b) Examen une fois par an d'un thème choisi se rapportant à la sécurité routière, sous la forme d'une discussion approfondie fondée sur des études d'experts et permettant d'entreprendre une action de suivi appropriée; (activité permanente)

c) Elaboration de nouvelles recommandations à incorporer dans les Résolutions d'ensemble sur la circulation et sur la signalisation routières (R.E.1 et R.E.2) et mise à jour des résolutions existantes (en collaboration avec le WP.29); (projet permanent)

d) [Elaboration d'un système d'] Echange d'informations sur [les activités exercées et] les règlements en vigueur en ce qui concerne la sécurité routière dans les Etats membres; (1995) **(projet permanent)**

e) Examen des prescriptions nationales concernant certains aspects particuliers de la réglementation et de la sécurité de la circulation, et diffusion de renseignements à ce sujet; (projet permanent)

f) Mise en oeuvre des Conventions de Vienne sur la circulation et sur la signalisation routières et des Accords européens les complétant, et examen de ces instruments juridiques en vue de rendre éventuellement plus sévères les normes applicables à la sécurité routière; (selon les besoins)

g) Aide aux pays en transition pour l'organisation d'ateliers ou de séminaires sur la sécurité routière; (projet permanent)

h) Examen de la teneur de l'Accord de 1975 sur les exigences minimales pour la délivrance et la validité des permis de conduire (APC); [(1995)] (1996)

i) Etude de l'incidence du comportement humain sur la sécurité des transports routiers. (1995)

...

ACTIVITE 02.6 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET ECONOMIES D'ENERGIE DANS LES TRANSPORTS

02.6.1 Incidences de l'infrastructure et des opérations de transport sur l'environnement, notamment la pollution et le bruit Priorité : 1

a) Transport routier

Exposé succinct : Etude de l'incidence de l'infrastructure routière et des opérations de transport sur l'environnement, et de celle du bruit et des émissions polluantes occasionnés par les véhicules routiers, comme indiqué dans les activités 02.2.1 et 02.2.4.1.

Travail à faire : Voir les activités 02.2.1 et 02.2.4.1 (projet permanent)

...

ACTIVITE 02.12 : QUESTIONS GENERALES

02.12.1 Diffusion périodique de certaines informations sur les transports

a) Transport routier

Priorité : 3

Exposé succinct : Publication d'une synthèse des normes techniques et des normes d'exploitation en vigueur pour les routes E et, en fonction des besoins, de cartes du réseau routier européen sur la base de l'AGR; rassemblement, mise à jour et diffusion d'informations sur les prescriptions nationales concernant certains aspects du transport routier international et de la sécurité routière (poids et dimensions maximaux autorisés des véhicules, application du système de la Carte verte pour l'assurance des véhicules automobiles, accords bilatéraux, etc.) (voir les activités 02.2.1, 02.2.2 et 02.2.3).

Travail à faire : Sous la surveillance du Groupe de travail principal des transports routiers et du Groupe de travail de la sécurité de la circulation, le secrétariat rassemblera et diffusera les informations susmentionnées. (Projet permanent)

II. CALENDRIER PROVISOIRE DES REUNIONS EN 1996

MARS

25-29 Groupe de travail de la sécurité de la circulation (SC.1/WP.1)
(vingt-sixième session)

JUIN

27-28 Réunion spéciale sur l'application de l'Accord européen sur les
grandes routes de trafic international (AGR) (quinzième session)

SEPTEMBRE

9-13 Groupe de travail de la sécurité de la circulation (SC.1/WP.1)
(vingt-septième session)

OCTOBRE

21-23 Groupe de travail principal des transports routiers (SC.1)
(quatre-vingt-dixième session)



ЭКОНОМИЧЕСКИЙ
И СОЦИАЛЬНЫЙ СОВЕТ

Distr.
RESTRICTED

TRANS/SC.1/357
7 November 1995

RUSSIAN
Original: ENGLISH

ЕВРОПЕЙСКАЯ ЭКОНОМИЧЕСКАЯ КОМИССИЯ

КОМИТЕТ ПО ВНУТРЕННЕМУ ТРАНСПОРТУ

Основная рабочая группа по автомобильному
транспорту

ДОКЛАД ОСНОВНОЙ РАБОЧЕЙ ГРУППЫ О РАБОТЕ ЕЕ ВОСЕМЬДЕСЯТ
ДЕВЯТОЙ СЕССИИ (30 октября - 1 ноября 1995 года)

СОДЕРЖАНИЕ

Пункты

Участники	1
Вступительное заявление	2
Утверждение повестки дня	3

Документы Комитета по внутреннему транспорту и его вспомогательных органов подлежат ограниченному распространению. Эти документы рассылаются только правительсткам, специализированным учреждениям и правительстенным и неправительственным организациям, участвующим в работе Комитета и его вспомогательных органов, причем они не должны передаваться газетам и периодическим изданиям.

СОДЕРЖАНИЕ (продолжение)Пункты

Деятельность органов ЕЭК и других международных организаций, представляющая интерес для Основной рабочей группы	4 - 8
a) Европейская экономическая комиссия	4
b) Комитет по внутреннему транспорту и его вспомогательные органы	5 и 6
c) Другие международные организации	7 и 8
Инфраструктура автомобильного транспорта	9 - 24
a) Европейское соглашение о международных автомагистралях (СМА)	9 - 21
b) Проект трансъевропейской автомагистрали Север-Юг (ТЕА)	22 - 24
Согласование требований, касающихся международных автомобильных перевозок и их облегчения	25 - 39
a) Применение Соглашения ЕСТР	25
b) Вес и габариты автотранспортных средств	26
c) Рассмотрение содержания и статуса оговорок к Сводной резолюции об облегчении автомобильных перевозок (СР.4)	27 - 29
d) Изучение возможностей заключения соглашений или принятия других мер, связанных с пересечением границ и пограничными сооружениями для обслуживания автомобильных перевозок между Восточной и Западной Европой	30 - 32
e) Пересмотр Конвенции о договоре международной автомобильной перевозки пассажиров и багажа (КАПП)	33 - 36
f) Рассмотрение положения в области облегчения международных перевозок автомобильным транспортом и связанных с этим вопросов	37 - 39

СОДЕРЖАНИЕ (окончание)

Пункты

i.)	Международная система страхования автотранспортных средств (зеленая карточка)	37 и 38
ii.)	Присоединение к международным правовым документам ЕЭК ООН в области автомобильного транспорта и их осуществление	39
	Безопасность на автомобильном транспорте	40 - 42
	Оказание помощи странам с переходной экономикой	43 и 44
	Программа работы Основной рабочей группы и ее вспомогательных органов	45
	Выборы должностных лиц следующей сессии	46
	Прочие вопросы	47 - 49
	Утверждение доклада	50

* * *

ПРИЛОЖЕНИЯ

- Приложение 1 Проект поправок к приложению I к Европейскому соглашению о международных автомагистралях (СМА), принятый Основной рабочей группой
- Приложение 2 Резюме доклада Совета страховых бюро
- Приложение 3 Проект программы работы на 1996-2000 годы и предварительное расписание совещаний на 1996 год

ДОКЛАД

УЧАСТНИКИ

1. Основная рабочая группа по автомобильному транспорту провела свою восемьдесят девятую сессию 30 октября - 1 ноября 1995 года под председательством г-на С. Шимминга (Германия). В ее работе приняли участие представители следующих государств-членов: Австрии, Болгарии, Германии, Греции, Испании, Италии, Нидерландов, Норвегии, Российской Федерации, Румынии, Словакии, Турции, Финляндии, Франции, Хорватии, Чешской Республики и Швейцарии. Были представлены следующие межправительственные организации: Европейская конференция министров транспорта (ЕКМТ), Международная организация дорожного движения (МОДД). Были также представлены следующие неправительственные организации: Международный союз автомобильного транспорта (MCAT), Международный туристский альянс/Международная автомобильная федерация (MTA/ФИА), Совет страховых бюро.

ВСТУПИТЕЛЬНОЕ ЗАЯВЛЕНИЕ

2. Обращаясь к участникам сессии, Директор Отдела транспорта подчеркнул необходимость расширения сотрудничества в целях дальнейшего облегчения международных автомобильных перевозок в Европе, повышения их безопасности и улучшения экологических показателей, с тем чтобы надлежащим образом удовлетворять растущий спрос на такие перевозки, особенно в восточно-западном направлении. Он отметил важность правовых документов, разработанных в рамках Основной рабочей группы, предложил Основной рабочей группе обновить их в соответствии с решениями, принятыми Комитетом по внутреннему транспорту в январе 1995 года, и сообщил о вкладе секретариата в осуществление таких решений.

УТВЕРЖДЕНИЕ ПОВЕСТКИ ДНЯ

3. Предварительная повестка дня (TRANS/SC.1/356) была утверждена.

ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ ОРГАНОВ ЕЭК И ДРУГИХ МЕЖДУНАРОДНЫХ ОРГАНИЗАЦИЙ, ПРЕДСТАВЛЯЮЩАЯ ИНТЕРЕС ДЛЯ ОСНОВНОЙ РАБОЧЕЙ ГРУППЫ

a) Европейская экономическая комиссия

4. Основная рабочая группа была проинформирована о результатах работы пятидесяти сессии Европейской экономической комиссии (3-11 апреля 1995 года), в частности относительно решения N (50) о сотрудничестве в области транспорта.

б) Комитет по внутреннему транспорту и его вспомогательные органы

Документация: ECE/TRANS/111

5. Основная рабочая группа была проинформирована о решениях, принятых Комитетом по внутреннему транспорту на его пятьдесят седьмой сессии и имеющих отношение к деятельности Основной рабочей группы (ECE/TRANS/111, пункты 15, 16, 23, 47-62).

6. Она также приняла к сведению информацию о работе в области инфраструктуры автомобильного транспорта и автомобильных перевозок, которая была выполнена в последнее время рабочими группами по тенденциям и экономике транспорта (WP.5) и по таможенным вопросам, связанным с транспортом (WP.30).

с) Другие международные организации

7. Представители Европейской конференции министров транспорта (ЕКМТ) и Международного союза автомобильного транспорта (MCAT) проинформировали Основную рабочую группу о работе, которой занимались их организации в последнее время в области международных автомобильных перевозок.

8. Основная рабочая группа приняла к сведению доклад представителя MCAT относительно трудностей, возникающих в связи с функционированием таможенной транзитной системы МДП, и его призыв поддерживать меры, принимаемые в этой связи MCAT. Она также отметила его замечания по поводу различного режима, применяемого к национальным и иностранным водителям в ходе судебных разбирательств, и предложила MCAT представить документ по данной теме.

ИНФРАСТРУКТУРА АВТОМОБИЛЬНОГО ТРАНСПОРТА

а) Европейское соглашение о международных автомагистралях (СМА)

Документация: TRANS/R.401 и Add.1; TRANS/SC.1/R.265 и Add.1; TRANS/SC.1/R.267; TRANS/SC.1/AC.5/28; TRANS/SC.1/AC.5/R.23; неофициальный документ № 4 (записка секретариата о подготовительной работе в связи с возможным включением в сеть дорог категории Е дорожных сетей закавказских и среднеазиатских стран)

9. Основная рабочая группа была проинформирована о том, что в период между ее предыдущей и настоящей сессиями Грузия и Казахстан стали договаривающимися сторонами Соглашения СМА и что 14 сентября 1995 года были приняты утвержденные Основной рабочей группой на ее восемьдесят восьмой сессии (TRANS/SC.1/355, приложение 1) поправки к приложениям I и II к СМА, которые вступят в силу 14 декабря 1995 года.

10. Основная рабочая группа приняла к сведению подготовительную работу, которая проводится заинтересованными правительствами и секретариатом в связи с возможным включением в сеть дорог категории Е дорожных сетей закавказских и среднеазиатских стран, и в частности результаты рассмотрения этого вопроса на семинаре о деятельности ЕЭК в области транспорта, включая правовые документы, состоявшемся в Женеве 26 сентября 1995 года (неофициальный документ № 4). Представитель Турции заявил, что на картах, включенных в неофициальный документ № 4, не отражены все возможные соединения международных дорог в рассматриваемом регионе. Для окончательного создания международной сети автомобильных дорог нужно провести консультации со всеми заинтересованными странами и нужно учесть результаты различных исследований, уже проведенных в этой области.

11. Рабочая группа решила:

- i) предложить правительствам государств этих регионов, которые еще не рассмотрели возможность присоединения к Соглашению СМА, сделать это, в полной мере воздействуя знания и опыт региональных советников ЕЭК;
- ii) поручить секретариату продолжить проведение консультаций с заинтересованными странами с целью окончательного определения автомобильных дорог, которые имеют важное значение для международных перевозок и которые могут быть включены в сеть дорог категории Е.

12. Основная рабочая группа подчеркнула важное значение проводимых региональными советниками прямых консультаций с новыми государствами - членами ЕЭК по различным проблемам, возникающим в связи с их участием в деятельности ЕЭК. Она предложила Комитету по внутреннему транспорту поддержать эту деятельность путем принятия соответствующих решений, включая рекомендацию о выделении Комиссией необходимых финансовых средств, которые позволят региональным советникам продолжить их важную деятельность.

13. Основная рабочая группа отметила отсутствие прогресса в вопросе достижения соглашений о включении отдельных дорог Восточной Европы в сеть дорог категории Е, решение по которому было отложено на ее последней сессии (TRANS/SC.1/355, пункт 9 а)), и обратилась к правительствам Беларуси, Латвии, Литвы, Польши и Российской Федерации с просьбой провести консультации по предлагаемым поправкам на двусторонней или, если это возможно, на многосторонней основе и представить в секретариат любую новую информацию по этому вопросу и/или измененные предложения, если они будут сформулированы. Было решено исключить этот пункт из повестки дня в том случае, если не будет предоставлена соответствующая информация.

14. В соответствии с положениями статьи 8 Соглашения Основная рабочая группа единогласно приняла поправку к приложению I к Соглашению (Пояснения), которая была предложена на четырнадцатой сессии Специального совещания по выполнению СМА и в котором приняли участие следующие договаривающиеся стороны Соглашения: Дания, Италия, Польша, Португалия, Российская Федерация, Румыния, Финляндия, Хорватия и Швеция (TRANS/SC.1/AC.5/28, пункт 7). Текст предложенной поправки приводится в приложении I к настоящему докладу. Вместе с тем Основная рабочая группа сочла, что дальнейшее расширение сети дорог категории Е может быть сопряжено с возникновением новых проблем нумерации этих дорог. Поэтому в будущем следует, при необходимости, вновь изучить проблемы нумерации и классификация дорог категории Е.

15. Принимая во внимание предложения, внесенные Специальным совещанием (TRANS/SC.1/AC.5/28, пункты 8 и 9), Основная рабочая группа рекомендовала Договаривающимся сторонам СМА:

- i) в тех случаях, когда это практически возможно, вместо включения дорог с новыми номерами рассматривать вопрос о продлении существующих дорог, расположенных в направлении восток-запад, во избежание проблем нумерации автомобильных дорог категории Е, расположенных в направлении восток-запад, которые могут возникнуть в связи с расширением сети дорог категории Е в восточном направлении;
- ii) стремиться, по мере возможности, к обеспечению того, чтобы новые предлагаемые ими соединительные дороги обеспечивали непрерывность международных перевозок и связь с существующей сетью дорог категории Е. Для достижения этой цели им следует в соответствующих случаях проводить консультации и налаживать сотрудничество с соседними странами.

16. В соответствии с решением Комитета по внутреннему транспорту, принятом на его пятьдесят седьмой сессии, относительно конкретных предложений по последующей деятельности в контексте второй Общеевропейской конференции по вопросам транспорта, содержащихся в документах TRANS/R.401 и Add.1 (ECE/TRANS/111, пункт 16), Основная рабочая группа рассмотрела вопрос о возможном изменении предписаний СМА о пограничных пунктах (приложение II к СМА, пункт IV. 7.4) с учетом мнений и предложений, высказанных Специальным совещанием по выполнению СМА (TRANS/SC.1/AC.5/28, пункты 12 и 13). Она высказала мнение, что, учитывая нынешние финансовые трудности, с которыми сталкивается Организация Объединенных Наций, целесообразнее было бы поручить Специальному совещанию подробно рассмотреть вопрос о возможной разработке более строгих требований о пограничных пунктах, включенных в СМА, а не создавать новую неофициальную группу для решения этих конкретных задач.

17. Основная рабочая группа приняла к сведению сводный перечень основных стандартов и параметров сети дорог категории Е, подготовленный секретариатом на основе данных, полученных от правительства (TRANS/SC.1/R.265 и Add.1). Она приняла внесенные Специальным совещанием предложения относительно возможного расширения в будущем этого перечня за счет проведения анализа уровня предоставляемых услуг на основе сопоставления геометрических характеристик дорог категории Е с объемами движения, путем использования данных, полученных в ходе обследований дорожного движения на дорогах категории Е 1995 года. Было также решено, что результаты перечня должны быть подробно рассмотрены Специальным совещанием с целью подготовки выводов относительно последующей деятельности.

18. В этой связи Основная рабочая группа решила созвать Специальное совещание в 1996 году, с тем чтобы рассмотреть вопросы, о которых говорится в пунктах 16 и 17 выше, а также любые новые поправки к СМА, которые могут быть представлены в секретариат в течение этого времени.

19. Основная рабочая группа предложила правительствам, которые еще не передали в секретариат данные об основных стандартах и параметрах дорог категории Е, проходящих по их территории, сделать это в ближайшее время, с тем чтобы их можно было включить в сводный перечень дорог категории Е.

20. Основная рабочая группа также рассмотрела замечания, высказанные правительством Австрии относительно маршрута дороги Е 60 между Вёрглем и Зальцбургом, проходящей по территории Австрии и Германии (TRANS/SC.1/R.267). Представитель Германии проинформировал Основную рабочую группу о том, что правительство его страны предложило указать этот конкретный участок дороги Е 60 следующим образом: Вёргль - Розенгейм - Зальцбург (в соответствии с предложением Австрии) и включить участок Вёргль - Санкт-Иоганн и.Т. - Лофер - Зальцбург в сеть дорог категории Е в качестве дороги категории Е класса В. Представитель Австрии заявил, что правительство его страны согласно с этим предложением.

21. В соответствии с положениями статьи 8 Соглашения Основная рабочая группа единогласно приняла поправки к приложению I к Соглашению, упомянутые в пункте 20 выше. Текст предложенных поправок приводится в приложении 1 к настоящему докладу.

б) Проект трансъевропейской автомагистрали Север-Юг (TEA)

Документация: TRANS/SC.1/R.266

22. В ходе представления доклада о ходе работы было упомянуто об увеличении числа участников, о статусе проекта и об основных видах деятельности, включая сотрудничество, в частности с ОЭСР, Федеральной администрацией дорог Соединенных Штатов и

Европейским союзом. Было указано, что в проект вошли новые независимые страны. Впоследствии поступили просьбы о включении в эту сеть некоторых других государств – членов Содружества Независимых Государств, а также Закавказских стран.

23. Представители присутствующих стран – членов ТЕА дали высокую оценку эффективности сотрудничества в рамках проекта и сообщили о результатах реализации проекта ТЕА в каждой стране. Было высказано пожелание, чтобы это сотрудничество в рамках ТЕА продолжалось и на следующем этапе осуществления проекта при участии ЕЭК в качестве исполнительного агентства.

24. После проведения обсуждения Основная рабочая группа отметила прогресс, достигнутый в ходе реализации проекта, и заявила о своем желании по-прежнему получать информацию о соответствующих новых изменениях.

СОГЛАСОВАНИЕ ТРЕБОВАНИЙ, КАСАЮЩИХСЯ МЕЖДУНАРОДНЫХ АВТОМОБИЛЬНЫХ ПЕРЕВОЗОК И ИХ ОБЛЕГЧЕНИЯ

a) Применение Соглашения ЕСТР

Документация: E/ECE/811 – E/ECE/TRANS/564/Amend.3

25. Основная рабочая группа приняла к сведению следующую информацию относительно статуса Соглашения ЕСТР, представленную секретариатом:

а) Поправки к ЕСТР, предложенные правительством Норвегии и принятые Комитетом по внутреннему транспорту на его пятьдесят пятой сессии, вступили в силу 28 февраля 1995 года; текст этих поправок воспроизводится в документе E/ECE/811 – E/ECE/TRANS/564/Amend.3;

б) В дополнение к государствам, упомянутым в добавлении 2, приложение к измененному тексту ЕСТР, Договаривающимся сторонами Соглашения стали следующие государства:

Болгария – 12 мая 1995 года

Казахстан – 17 июля 1995 года.

В соответствии с измененными правилами нумерации, указанными в добавлении 2, приложение к ЕСТР, вышеупомянутые новые Договаривающиеся стороны получили отличительные номера 34 и 35, соответственно.

б) Вес и габариты автотранспортных средств

Документация: TRANS/SC.1/R.186/Rev.1 и Amend.1-5

26. Основная рабочая группа приняла к сведению информацию, содержащуюся в вышеупомянутых документах, а также информацию, представленную в ходе сессии, относительно изменений в правилах, регламентирующих вес и габариты автотранспортных средств в Нидерландах и Соединенном Королевстве, и дополнительную информацию, касающуюся действующих правил Румынии, включая тарифы на транспортные средства, зарегистрированные в других государствах и осуществляющие международные автомобильные перевозки по территории Румынии.

с) Рассмотрение содержания и статуса оговорок к Сводной резолюции об облегчении автомобильных перевозок (СР.4)

Документация: TRANS/SC.1/319 и Amend.1-4; TRANS/SC.1/323 и Amend.1-3;
TRANS/R.401 и Add.1

27. Основная рабочая группа отметила, что в период между ее предыдущей и настоящей сессиями никакие оговорки к Сводной резолюции СР.4 сняты не были.

28. В соответствии с решением Комитета по внутреннему транспорту, принятым на его пятьдесят седьмой сессии, относительно предложений по последующей деятельности в контексте второй Общеевропейской конференции по вопросам транспорта, содержащихся в документе TRANS/R.401 и Add.1 (ECE/TRANS/111, пункт 16), Основная рабочая группа обсудила пересмотренный вариант Сводной резолюции СР.4 с учетом новой общеевропейской ситуации, сложившейся на транспорте, в целях обновления этой резолюции и, возможно, придания ей статуса правового документа. Она признала необходимость наличия документа по облегчению международных автомобильных перевозок, имеющего обязательную юридическую силу. Вместе с тем было отмечено, что ввиду множества оговорок к Сводной резолюции СР.4 будет довольно трудно достичь договоренности о правовых положениях в этой области, имеющих обязательную юридическую силу.

29. Основная рабочая группа предложила правительствам продолжить изучение вопроса о снятии оговорок к Сводной резолюции СР.4 и решила сохранить этот пункт в повестке дня своей следующей сессии.

д) Изучение возможностей заключения соглашений и принятия других мер, связанных с пересечением границ и пограничными сооружениями для обслуживания автомобильных перевозок между Восточной и Западной Европой

Документация: TRANS/SC.1/R.261 и Add.1 и 2; TRANS/SC.1/R.264 и неофициальный документ № 1 (Статистические данные о времени ожидания в пограничных пунктах, представленные MCAT)

30. Основная рабочая группа приняла к сведению содержащуюся в вышеупомянутых документах и представленную на сессии информацию о существующем положении в области международных автомобильных перевозок между Восточной и Западной Европой. Она отметила, что в связи с этим вопросом не произошло никаких существенных улучшений и что в ходе международных автомобильных перевозок между Восточной и Западной Европой по-прежнему возникают значительные трудности, в том числе трудности, связанные с процедурой получения виз для водителей, участвующих в международных перевозках.

31. Она обратилась к правительствам и заинтересованным международным организациям с просьбой направить в секретариат информацию об уже принятых или планируемых мерах по облегчению международных автомобильных перевозок и решила рассмотреть такую информацию на своей следующей сессии.

32. Основная рабочая группа приветствовала решение Рабочей группы по таможенным вопросам, связанным с транспортом (WP.30), принятое на ее восемьдесят третьей сессии, относительно рассмотрения на своих следующих сессиях возможности облегчения порядка выдачи виз. Она просила Рабочую группу WP.30 принять во внимание, в частности, предложение MCAT по этому вопросу (TRANS/SC.1/R.264).

е) Пересмотр Конвенции о договоре международной автомобильной перевозки пассажиров и багажа (КАПП)

Документация: ECE/TRANS/2; TRANS/SC.1/R.269

33. Основная рабочая группа отметила, что в соответствии со статьей 34 Конвенции КАПП эта Конвенция может быть изменена или пересмотрена через три года после ее вступления в силу, т.е. не раньше, чем после 12 апреля 1997 года, и для этой цели Генеральный секретарь по просьбе одной из Договаривающихся сторон Конвенции созывает конференцию.

34. Представитель MCAT внес на рассмотрение подготовленный его организацией документ TRANS/SC.1/R.269, содержащий проект поправок к Конвенции КАПП, сопроводив его справочной информацией и изложив соображения, обосновывающие необходимость пересмотра Конвенции. Он призвал правительства, которые еще не изучали возможность присоединения к Конвенции КАПП, сделать это.

35. Рабочая группа:

i) выразила признательность MCAT за подготовку вышеупомянутого документа;

- ii) предложила своим членам подробно рассмотреть документ TRANS/SC.1/R.269 в консультации с компетентными органами в своих странах и направить в секретариат не позднее 1 апреля 1996 года свои замечания по предложенным поправкам, содержащимся в этом документе, и любые другие замечания и/или предложения по изменению Конвенции, которые они сочтут уместными;
- iii) поручила секретариату подготовить до 15 июля 1996 года документ, включающий все замечания и предложения, которые будут получены от правительств, для рассмотрения Основной рабочей группой на ее следующей сессии;
- iv) поручила секретариату рассмотреть вопрос о правовых возможностях изменения Конвенции в соответствии со статьей 34 и указанным в этой статье порядком принятия поправок на конференции;
- v) предложила Договаривающимся сторонам Конвенции и правительствам других стран – членов ЕЭК, которые присоединяются к Конвенции до 1 мая 1997 года, проинформировать Основную рабочую группу о своей готовности приступить к процедуре внесения поправок, описанной в статье 34 Конвенции.

36. Основная рабочая группа обратила внимание Комитета по внутреннему транспорту на изложенные выше различные аспекты пересмотра Конвенции КАПП и просила Комитет принять решение по этому вопросу.

f) Рассмотрение положения в области облегчения международных перевозок автомобильным транспортом и связанных с этим вопросов

- i) Международная система страхования автотранспортных средств (зеленая карточка)

Документация: TRANS/SC.1/R.270 и неофициальные документы № 2 и 3, представленные Советом страховых бюро

37. Основная рабочая группа приняла к сведению схему соглашений между страховыми бюро (TRANS/SC.1/R.270) и доклад Совета страховых бюро, резюме которого содержится в приложении 2 к настоящему докладу. Она также рекомендовала правительствам, которые еще не сделали этого, принять необходимые правовые и административные меры, с тем чтобы их страны отвечали требованиям для включения в систему "зеленой карточки".

38. Основная рабочая группа приняла предложенный Советом страховых бюро (неофициальный документ № 2) проект поправок к "зеленой карточке", образец которой приводится в Сводной резолюции СР.4 (приложение 2, добавление 1).

ii) Присоединение к международным правовым документам ЕЭК ООН в области автомобильного транспорта и их осуществление

Документация: TRANS/R.392

39. Основная рабочая группа была проинформирована о нынешнем положении в связи с присоединением к международным правовым документам ЕЭК ООН в области автомобильного транспорта.

БЕЗОПАСНОСТЬ НА АВТОМОБИЛЬНОМ ТРАНСПОРТЕ

Документация: TRANS/SC.1/WP.1/48, TRANS/SC.1/WP.1/50

40. Основная рабочая группа приняла к сведению краткий доклад о деятельности Рабочей группы по безопасности дорожного движения, представленный секретариатом, одобрила доклады Рабочей группы о работе ее двадцать четвертой и двадцать пятой сессий (TRANS/SC.1/WP.1/48 и TRANS/SC.1/WP.1/50, соответственно) и приняла проект поправок к Сводной резолюции о дорожном движении (СР.1) (TRANS/SC.1/WP.1/50, приложение).

41. Основная рабочая группа согласилась с мнением участников Специального совещания по выполнению СМА, выраженным на его четырнадцатой сессии, о том, что Рабочей группе WP.1 следует по возможности уделять больше внимания инфраструктурным факторам безопасности дорожного движения (TRANS/SC.1/AC.5/28, пункт 16). Она предложила Рабочей группе WP.1 рассмотреть возможность изучения воздействия стандартов и параметров инфраструктуры на безопасность дорожного движения и внесения на следующей сессии Основной рабочей группы предложения о включении в программу работы соответствующих пунктов.

42. В ходе обсуждения была отмечена полезная роль семинаров по различным аспектам безопасности дорожного движения, организовывавшихся до сих пор Рабочей группой WP.1. Основная рабочая группа призывала Рабочую группу продолжать такого рода деятельность и в будущем.

ОКАЗАНИЕ ПОМОЩИ СТРАНАМ С ПЕРЕХОДНОЙ ЭКОНОМИКОЙ

43. Основная рабочая группа отметила, что от стран с переходной экономикой в ее адрес не поступало никаких конкретных просьб об оказании помощи в решении проблем, связанных с автомобильным транспортом. Ссылаясь на решение № (50) Комиссии, Основная рабочая группа предложила:

- i) правительствам стран с переходной экономикой представить Основной рабочей группе свои соответствующие предложения и свои оценки первоочередных задач в данной области;
- ii) правительствам других государств-членов и заинтересованным международным организациям проинформировать Основную рабочую группу о своих возможностях в плане оказания помощи странам с переходной экономикой.

44. Основная рабочая группа приняла к сведению предоставленную представителем MCAT информацию о третьей конференции MCAT/CA "Svenska Åkeriförbundet" по грузовым автомобильным перевозкам Восток-Запад на тему: "Международные логистические системы, используемые для грузовых автомобильных перевозок в центральной и восточной Европе", которая должна состояться в Стокгольме 22 и 23 февраля 1996 года.

ПРОГРАММА РАБОТЫ ОСНОВНОЙ РАБОЧЕЙ ГРУППЫ И ЕЕ ВСПОМОГАТЕЛЬНЫХ ОРГАНОВ

Документация: TRANS/SC.1/R.268

45. Основная рабочая группа утвердила проект программы работы (TRANS/SC.1/R.268) с некоторыми изменениями. Программа работы с внесенными в нее изменениями содержится в приложении 3 к настоящему докладу.

ВЫБОРЫ ДОЛЖНОСТНЫХ ЛИЦ СЛЕДУЮЩЕЙ СЕССИИ

46. Основная рабочая группа переизбрала г-на С. Шимминга (Германия) Председателем, а г-на Ж. Алалуса (Финляндия) - заместителем Председателя своей девяностой сессии.

ПРОЧИЕ ВОПРОСЫ

47. Основная рабочая группа предложила своим членам как можно скорее, но не позднее 15 июля 1996 года передать в секретариат документы и/или информацию, которые они намерены представить на ее следующей сессии, за исключением имеющих отношение к Конвенции КАПП (пункт 35 выше).

48. Представитель Италии - ссылаясь на доклад Рабочей группы по безопасности дорожного движения о работе ее двадцать пятой сессии (TRANS/SC.1/WP.1/50, пункт 19), - проинформировал Основную рабочую группу о том, что его делегация намерена подготовить документ, отражающий ее позицию относительно использования предупреждающего треугольника, который будет представлен Рабочей группе по безопасности дорожного движения.

49. Основная рабочая группа решила, что не следует вводить никаких ограничений на распространение документов, изданных для нынешней сессии.

УТВЕРЖДЕНИЕ ДОКЛАДА

50. Основная рабочая группа утвердила доклад о работе своей восемьдесят девятой сессии.

Приложение 1

ПРОЕКТ ПОПРАВОК К ПРИЛОЖЕНИЮ I К ЕВРОПЕЙСКОМУ СОГЛАШЕНИЮ
О МЕЖДУНАРОДНЫХ АВТОМАГИСТРАЛЯХ (СМА), ПРИНЯТЫЙ ОСНОВНОЙ РАБОЧЕЙ
ГРУППОЙ

**A. ПОПРАВКА, ПОДГОТОВЛЕННАЯ СПЕЦИАЛЬНЫМ СОВЕЩАНИЕМ
ПО ВЫПОЛНЕНИЮ СМА НА ЕГО ЧЕТЫРНАДЦАТОЙ СЕССИИ**

1. В пояснительных примечаниях в приложении I добавить следующий новый пункт 3:

"(3) Дороги класса A северо-южного направления, расположенные к востоку от дороги E 99, имеют трехзначные нечетные номера от 101 до 129. Другие правила, упомянутые в пункте 2) выше, применяются и к этим дорогам".

**B. ПОПРАВКИ, ПРЕДЛОЖЕННЫЕ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ГЕРМАНИИ
ПО ДОГОВОРЕННОСТИ С ПРАВИТЕЛЬСТВОМ АВСТРИИ**

2. Изменить маршрут дороги E 60 на участке между Вёрглем и Зальцбургом следующим образом:

"E 60... - Вергль - Розенгейм - Зальцбург - ...".

3. Включить следующую новую дорогу класса B:

"E 641 Вёргль - Санкт-Иоганн - Лофер - Зальцбург".

Приложение 2

РЕЗЮМЕ ДОКЛАДА СОВЕТА СТРАХОВЫХ БЮРО

1. Совет взялся за подготовку статистических данных о тех дорожно-транспортных происшествиях, подпадающих под сферу действия системы "зеленые карточки", которые повлекли за собой претензии третьей стороны о причинении телесных повреждений и нанесении материального ущерба. По состоянию на конец 1993 года общая численность парка транспортных средств в 37 странах, охватываемых системой "зеленые карточки", составила 225 291 000. По факту зарегистрированных в том же году дорожно-транспортных происшествий, следствием которых являлись претензии третьей стороны, было заведено 275 750 дел.
2. На заседании Генеральной ассамблеи в мае 1995 года были утверждены поправки к "зеленой карточке" (неофициальный документ № 2). Эти поправки не относятся к формату документа, а скорее сродни усовершенствованиям, специально направленным на обеспечение более четкой информации для сотрудников пограничной службы.
3. Ввиду сохранения действия санкций, введенных Организацией Объединенных Наций против Республики Иран, решение вопроса о членстве страхового бюро этой страны по-прежнему откладывается. В настоящее время Совет рассматривает заявления, поданные Андоррой, Боснией и Герцеговиной, Кипром, Ливией и Республикой Молдова.
4. Советом проводится исследование – с уделением при этом особого внимания странам Восточной Европы, где ощущается все возрастающая потребность в обеспечении перевозок между Востоком и Западом, – относительно возможности предоставления "зеленых карточек" водителям, постоянно проживающим в тех странах, в которых на настоящий момент не существует закона об обязательном страховании от ущерба третьей стороне.
5. Ввиду проявляемой многими странами, причем как в Европе, так и за ее пределами, явной заинтересованности во включение их в систему "зеленой карточки", в настоящее время рассматривается вопрос о будущих географических рамках применения данной системы.
6. По определенным техническим причинам предоставление более широкого набора услуг по оказанию помощи водителям-туристам, ставшим жертвами дорожно-транспортных происшествий за рубежом (как указывается в докладе, представленном на последней сессии Основной рабочей группы), было отсрочено. Ряд страховых бюро на настоящий момент подписали двусторонние соглашения, а другие собираются сделать это.

Приложение 3

ПРОЕКТ ПРОГРАММЫ РАБОТЫ НА 1996-2000 ГОДЫ
И ПРЕДВАРИТЕЛЬНОЕ РАСПИСАНИЕ СОВЕЩАНИЙ НА 1996 ГОД

I. ПРОГРАММА РАБОТЫ 1/

ПОДПРОГРАММА 02.2: АВТОМОБИЛЬНЫЙ ТРАНСПОРТ

02.2.1 Инфраструктура автомобильного транспорта

Очередность: 1

- a) Обзор положения в области выполнения Европейского соглашения о международных автомагистралях (СМА) и возможного внесения в него поправок.

Пояснение: В интересах приведения европейской сети автомобильных дорог в соответствие с нынешними и будущими потребностями и ее расширения в целях **включения дорожных сетей среднеазиатских и закавказских государств - членов ЕЭК** Основная рабочая группа по автомобильному транспорту (SC.1) будет принимать соответствующие меры по осуществлению Соглашения и внесению необходимых поправок в его положения, касающиеся, в частности, структуры сети, нумерации входящих в нее дорог (приложение I), применяемых технических стандартов (приложение II) и информации для участников дорожного движения и их безопасности, а также меры для учета изменения динамики потоков движения.

Планируемая работа:

- i) Периодическое рассмотрение структуры сети дорог категории Е и условий, которым она должна соответствовать, и принятие необходимых поправок к приложениям I и II к Соглашению. (Постоянно)
- ii) Рассмотрение Соглашения СМА, в частности в целях:
включение основных дорожных связок восточноевропейских, среднеазиатских и закавказских государств - членов ЕЭК в дорожную сеть категории Е;
применения и, в тех случаях, когда это осуществимо и целесообразно, совершенствования существующих стандартов и эксплуатационных параметров;

1/ Новые элементы программы или элементы, заменяющие прежний текст, утвержденный Комитетом по внутреннему транспорту на его пятьдесят седьмой сессии, выделены жирным шрифтом; элементы программы, которые предлагается исключить, заключены в квадратные скобки.

учета новых транспортных потоков восток-запад;

повышения нормативных требований в области охраны окружающей среды, потребления энергии и безопасности;

учета конвенций ЕЭК ООН в области охраны окружающей среды. (Постоянно)

iii) Учет дорог категории Е (1997 год и в дальнейшем раз в три года).

b) Специальный проект: Трансъевропейская автомагистраль Север-Юг (TEA)

Пояснение: В рамках ЕЭК ООН страны TEA создали соответствующий административный и финансовый механизм в целях содействия строительству TEA как части общеевропейской международной автодорожной инфраструктуры. Работа по линии TEA и соответствующие мероприятия в рамках ЕЭК осуществляются в тесном взаимодействии.

Планируемая работа:

- i) Рассмотрение возможностей развития проекта TEA (комбинированные перевозки, финансирование). (Постоянно)
- ii) Рассмотрение возможностей использования на совместной основе результатов, полученных как в рамках проекта, так и в рамках других видов деятельности ЕЭК ООН в области автодорожной инфраструктуры, включая выполнение СМА. (Постоянно)

02.2.2 Согласование требований, касающихся международных автомобильных перевозок и их облегчения

Очередность: 1

Пояснение: Основная рабочая группа по автомобильному транспорту (SC.1) будет разрабатывать соответствующие международные документы и обновлять или дополнять существующие документы, а также проводить исследования по отдельным аспектам международных пассажирских и грузовых автомобильных перевозок, в частности тем, которые связаны с облегчением автомобильных перевозок между Восточной и Западной Европой и с упрощением и согласованием административных процедур и документации.

Планируемая работа:

- a) Для обеспечения выполнения Соглашения ECTP и контроля (наблюдения) за его выполнением Основная рабочая группа примет соответствующие меры.
[(1995 год)] (Постоянно)

- b) Рассмотрение вопроса о возможном согласовании требований, касающихся веса и габаритов автотранспортных средств. (Будет рассмотрено в надлежащее время.)
- c) Рассмотрение содержания и статуса оговорок к Сводной резолюции об облегчении автомобильных перевозок (СР.4) с учетом новых условий, сложившихся в области общеевропейского транспорта. (Постоянно)
- d) Изучение возможностей заключения соглашений или принятия других мер, связанных с пересечением границ и пограничными сооружениями для обслуживания автомобильных перевозок между Восточной и Западной Европой. [(1995 год)] (1997 год)
- e) Пересмотр Конвенции о договоре международной автомобильной перевозки пассажиров и багажа (КАПП). (1996 год)
- f) Рассмотрение положения в области облегчения международных перевозок автомобильным транспортом и связанных с этим вопросов по следующим аспектам:
 - i) Соглашения между страховыми бюро о международной автомобильной страховой карточке (Зеленая карточка). (Постоянно)
 - ii) Двусторонние соглашения. (Раз в три года)
 - iii) Возможное введение общеевропейского контингента разрешений на перевозку. (Будет рассмотрено в надлежащее время).

02.2.3 Безопасность на автомобильном транспорте

Очередность: 1

Пояснение: Рабочая группа по безопасности дорожного движения (SC.1/WP.1) будет изучать вопросы и принимать меры в целях повышения безопасности дорожного движения и рассматривать, в частности, выполнение Венских конвенций о дорожном движении и о дорожных знаках и сигналах и дополняющих их Европейских соглашений и разработку предложений по обновлению Сводных резолюций о дорожном движении и о дорожных знаках и сигналах (СР.1 и СР.2).

Планируемая работа:

- a) [Подготовка и] Последующая деятельность в связи со второй Неделей безопасности дорожного движения в рамках ЕЭК. [(1995 год)] (1996 год)
- b) Рассмотрение раз в год отдельной темы, связанной с безопасностью дорожного движения, в форме углубленной дискуссии на основе подготовленных экспертами документов и принятие соответствующих последующих мер. (Постоянно)

- c) Разработка новых рекомендаций для включения в Сводные резолюции о дорожном движении и о дорожных знаках и сигналах (СР.1 и СР.2) и обновление существующих резолюций (в сотрудничестве с WP.29). (Постоянно)
- d) [Разработка системы, обмена] Обмен информацией о [текущей деятельности в области безопасности дорожного движения и о] правилах безопасности дорожного движения, действующих в государствах-членах. [(1995 год)] (Постоянно)
- e) Рассмотрение национальных требований, касающихся отдельных аспектов правил дорожного движения и безопасности, и распространение информации по данному вопросу. (Постоянно)
- f) Выполнение Венских конвенций о дорожном движении и о дорожных знаках и сигналах и дополняющих их Европейских соглашений и рассмотрение этих правовых документов с целью возможного повышения требований в области безопасности дорожного движения. (По мере необходимости)
- g) Оказание помощи странам с переходной экономикой в организации рабочих совещаний или семинаров по безопасности дорожного движения. (Постоянно)
- h) Пересмотр содержания Соглашения 1975 года о минимальных требованиях, касающихся выдачи и действительности водительских удостоверений (СВУ). [(1995 год)] (1996 год)
- i) Изучение возможных подходов к разработке долгосрочной стратегии Организации Объединенных Наций в области безопасности дорожного движения. (1995 год)

...

**ПОДПРОГРАММА 02.6: ОХРАНА ОКРУЖАЮЩЕЙ СРЕДЫ И ЭКОНОМИЯ ЭНЕРГИИ
НА ТРАНСПОРТЕ**

**02.6.1 Воздействие транспортной инфраструктуры и транспортных операций
на окружающую среду, включая загрязнение и шум**

Очередность: 1

a) Автомобильный транспорт

Пояснение: Изучение воздействия дорожной инфраструктуры и транспортных операций на окружающую среду, а также шум и выбросы загрязняющих веществ автотранспортными средствами, в соответствии с пунктами 02.2.1 и 02.2.4.1.

Планируемая работа: В соответствии с пунктами 02.2.1 и 02.2.4.1. (Постоянно)

...

ПОДПРОГРАММА 02.12: ОБЩИЕ ВОПРОСЫ

02.12.1 Периодическое распространение отдельной информации о транспорте

а) Автомобильный транспорт

Очередность: 3

Пояснение: Издание сводного перечня действующих технических и эксплуатационных стандартов дорог категории Е и, по мере необходимости, карт европейской сети автомобильных дорог на основе СМА: сбор, обновление и распространение информации о национальных предписаниях, касающихся отдельных аспектов международных автомобильных перевозок и безопасности дорожного движения как, например, максимально допустимый вес и габариты транспортных средств, применение системы "зеленой карточки" для страхования автомобилей, двусторонние соглашения и т.д. (см.: 02.2.1, 02.2.2 и 02.2.3)

Планируемая работа: Под руководством Основной рабочей группы по автомобильному транспорту и Рабочей группы по безопасности дорожного движения секретариат будет осуществлять сбор и распространение вышеуказанной информации. (Постоянно)

II. ПРЕДВАРИТЕЛЬНОЕ РАСПИСАНИЕ СОВЕЩАНИЙ НА 1996 ГОД

МАРТ

25-29 Рабочая группа по безопасности дорожного движения (SC.1/WP.1)
(двадцать шестая сессия)

ИЮНЬ

27-28 Специальное совещание по выполнению Европейского соглашения о международных автомагистралях (СМА) (пятнадцатая сессия)

СЕНТЯБРЬ

9-13 Рабочая группа по безопасности дорожного движения (SC.1/WP.1)
(двадцать седьмая сессия)

ОКТЯБРЬ

21-23 Основная рабочая группа по автомобильному транспорту (SC.1)
(девяностая сессия)
